



Démocratie et Élections Gouvernance
Genre Système de conflit Sécurité Humaine Genre
Gouvernance Système de conflit Assistance électorale
Consolidation de la Paix Sécurité Humaine Gouvernance
Assistance électorale Démocratie et Élections Consolidation de la Paix
Sécurité Humaine Gouvernance Système de conflit Assistance électorale
Démocratie et Élections Genre Consolidation de la Paix Sécurité Humaine
Gouvernance Système de conflit Assistance électorale Démocratie et Élections
Assistance électorale Démocratie et Élections Genre Consolidation de la Paix
Démocratie et Élections Consolidation de la Paix Sécurité Humaine Gouvernance
Assistance électorale Genre Démocratie et Élections Genre Consolidation de la Paix
Sécurité Humaine Gouvernance Système de conflit Assistance électorale Genre
Gouvernance Système de conflit Assistance électorale Genre Démocratie et Élections
Gouvernance Système de conflit Assistance électorale Genre Démocratie et Élections
Assistance électorale Démocratie et Élections Consolidation de la Paix Sécurité Humaine
Genre Démocratie et Élections Consolidation de la Paix Sécurité Humaine Gouvernance
Assistance électorale Démocratie et Élections Consolidation de la Paix Sécurité Humaine Gouvernance
Consolidation de la Paix Sécurité Humaine Gouvernance Système de conflit Assistance électorale
Système de conflit Assistance électorale Démocratie et Élections Consolidation de la Paix
Sécurité Humaine Gouvernance Genre Système de conflit Genre Assistance électorale
Gouvernance Système de conflit Gouvernance Assistance électorale
Démocratie et Élections Genre Consolidation de la Paix
Assistance électorale Genre Démocratie et Élections
Consolidation de la Paix Gouvernance Sécurité Humaine
Consolidation de la Paix Gouvernance Sécurité Humaine

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES SYMPOSIUMS DU GORÉE INSTITUTE

Gouvernance Consolidation de la Paix
Gouvernance Consolidation de la Paix
Genre Système de conflit Genre
Sécurité Humaine Gouvernance
Gouvernance Système de conflit
Démocratie et Élections Genre
Assistance électorale Genre
Consolidation de la Paix
Système Gouvernance
Sécurité Humaine
Système de conflit
Démocratie et
Élections

«Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Gorée Institute.»

Les publications de Gorée Institute sont indépendantes d'intérêts nationaux ou politiques spécifiques. Elles sont principalement destinées aux décideurs, à la société civile, aux politiciens et aux praticiens dans le domaine. Elles ciblent également le monde universitaire et les citoyens en général.

Pour toute demande d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de n'importe quelle partie de cette publication, veuillez contacter:

Gorée Institute

Rue du jardin

B.P. 05 - Ile de Gorée

Sénégal

Gorée Institute encourage la dissémination de son travail et répondra promptement aux demandes d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de ses publications.»

Cet ouvrage est publié avec le concours de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA)



© copyright : Gorée Institute – Edition 2015

ISBN : 979-10-92136-03-6



Gorée Institute
Rue du Jardin
B.P. 05 – Ile de Gorée
Sénégal



9 791092 136036

Gorée Institute remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette publication, tout particulièrement M. Souleymane Thiam, Consultant en organisation et Management, Spécialiste en Gouvernance des TIC.

Mot du Directeur Exécutif du Gorée Institute

L'idée de création de l'Institut Goree est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 regroupant les leaders de l'ANC alors en exil et 50 Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en 1994 : un bel exemple d'une solution réellement africaine à un problème africain.

C'est dire que l'attachement aux idéaux de progrès, de paix, de justice, de dialogue et de liberté est à l'origine de la création l'Institut. L'Institut croit fermement en la coopération et en l'autosuffisance. C'est ainsi que, pour l'Institut, les défis liés à la démocratie, la gouvernance, la paix et la sécurité ne peuvent être surmontés qu'à travers la coopération et la facilitation de cadres de dialogue inclusifs et multi-acteurs.

Dans cette perspective, le Goree Institute, en tant qu'organisation de la société civile africaine, soucieux de contribuer à la promotion de la démocratie, de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique, a pris l'initiative, depuis 2010, d'organiser un symposium annuel autour des questions de la gouvernance, la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO. Cette initiative est complémentaire de celles de l'Union Africaine, de la CEDEAO, d'autres institutions mais aussi une contribution à la mise en œuvre de la Déclaration de Tripoli (2009) de l'UA sur l'élimination des conflits en Afrique et la promotion de la paix durable.

« Réaliser et pérenniser la paix et la sécurité est également un défi intellectuel » collectif, c'est en ce sens que l'Institut en tant qu'organisation panafricaine s'est attelé à créer un espace d'échange sur les questions et les défis qui interpellent le continent particulièrement l'Afrique de l'Ouest. Ce présent rapport de synthèse des symposiums tenus depuis 2010 est le fruit d'échanges entre organisations de la société civile africaine, chercheurs, universitaires, médias, membres du gouvernement, institutions africaines et partenaires au développement.

A côté des publications issues de chaque symposium, nous avons pensé nécessaire de publier ce présent rapport de synthèse pour assurer une mémoire institutionnelle mais aussi pour le mettre à la disposition d'un public plus large et averti. Sans nul doute, la publication de ce présent rapport de synthèse des symposiums tenue depuis 2010 contribuera à faire avancer l'examen des questions de gouvernance, paix, sécurité et stabilité en Afrique de l'Ouest et permettra à une large gamme d'individus, d'institutions et de gouvernements d'appliquer les enseignements qui en auront été retirés.

Pour rappel, cet évènement annuel a eu lieu quatre fois autour des thèmes suivants : « Elections, paix et sécurité : quels liens ? » ; « La sécurité, la démocratie et la stabilité en Afrique de l'Ouest » ; « Les défis de la sécurité et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest » ; « La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ». La diversité des thématiques et des points des vues reflétées dans ce rapport, ainsi que la richesse des débats aideront certainement à faciliter la prise de décision aux différents acteurs concernés.

Sans prétention d'avoir trouvé une solution, le Goree Institute continuera à offrir aux organisations de la société civile africaine, aux médias, aux décideurs et institutions de même qu'aux partenaires au développement la possibilité d'échanger des expériences et des points de vue sur les questions de démocratie, de gouvernance, de paix et de sécurité en Afrique et d'en tirer des idées et des leçons pratiques dans une démarche prospective et proactive.

Enfin, nous continuerons à étudier les possibilités d'actions novatrices et communes avec les institutions sous régionales et organisations de la société civile avec l'appui des partenaires au développement notamment l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI) qui constitue le principal partenaire technique et financier de l'Institut. Jusque là, tous les symposiums ont été entièrement financés par l'ASDI qui contribue ainsi à permettre aux décideurs africains et aux institutions sous régionales et régionales de définir et de mettre en œuvre des initiatives appropriées en matière de gouvernance, de paix et de sécurité en Afrique.

Sommaire

Sigles et abréviations	9
I. Introduction	11
II. Le Symposium annuel de l'Institut Gorée	13
III. Le Symposium annuel de l'Institut Gorée autour de quelques concepts	14
A. Consolidation de la paix	14
B. Sécurité humaine	15
C. Gouvernance	17
D. Démocratie et Élections	18
E. Assistance électorale	19
F. Système de conflits	19
G. Genre et politique	20
IV. Les Symposiums en question	21
A. Symposium 1 : Élections, Paix et Sécurité : Quels liens ?	21
B. Symposium 2 : la Sécurité, la Démocratie et la Stabilité en Afrique de l'ouest	22
C. Symposium 3 : Les Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest	25
D. Symposium 4 : La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest	28
E. Les objectifs retenus	30
V. Les Symposiums en quelques réalisations	31
A. Réseautage	31
B. Recherche	32
C. Dialogue politique	32
D. Cadre d'interaction avec les autorités publiques	32
E. Participation aux processus politiques en cours en Afrique : la Côte d'Ivoire post crise	33
F. Les publications	33
G. La prise en charge du volet culturel : la participation des « Slameurs » à travers le concept « Vendredi Slam »	34
VI. Recommandations issues des différents Symposiums	35
VII. Conclusion	73
VIII. Annexes	75
IX. Bibliographie	84

Sigles et abréviations

ALPC	: Armes légères et de petit calibre
APDH	: Association pour la protection des droits de l'Homme
CDVR	: Commission Dialogue Vérité et Réconciliation
CEDEAO	: Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEI	: Commission électorale indépendante
CENA	: Commission électorale nationale autonome
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CERAG	: Centre d'Etudes et de Recherches Appliquées à la Gestion
CESTI	: Centre d'études des sciences et techniques (CESTI) de Dakar
CNDP	: Conseil national de dialogue politique du Niger
COFIG	: Coalition des femmes et filles de la Guinée
COS	: Comité des organisations de la société civile
COSOPCI	: Coalition des Organisations de la société civile ivoirienne
CPI	: Cour pénale internationale
CSCI	: Coalition de la société civile ivoirienne
CVRJ	: Commission Vérité Réconciliation Justice
ECOMOG	: Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group, ou Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO
EISA	: Electoral institute for Sustainability of democracy in Africa
FAS	: Femmes Africa Solidarité
FOSCOA	: Forum des organisations de la société civile ouest africaine
FOSEP	: Forces de sécurisation de l'élection présidentielle
GI	: Gorée Institute
GRIP	: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
IFES	: Fondation internationale pour les systèmes électoraux
MAE	: Mission d'assistance électorale au Togo
MIDH	: Mouvement ivoirien des droits de l'Homme
MOS	: Mission d'observation sécuritaire pour l'élection présidentielle
NU	: Nations Unies
ONG	: Organisation non gouvernementale
ONUCI	: Organisation des Nations unies pour la Côte d'Ivoire
OSC	: Organisation de la société civile
OUA	: Organisation de l'Unité Africaine
PANA	: Agence de presse panafricaine

PGC	: Parti Guinéen du Consensus
PMA	: Pays moyennement avancé
PMI	: Pays moyennement industrialisé
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le développement
RADDHO	: Rencontre africaine de défense des droits de l'homme
RAIDH	: Rassemblement ivoirien des droits de l'Homme
RESOCIT	: Réseau des Observateurs Citoyens
SIDA	: Agence suédoise de développement et de coopération internationale
SYCED	: Synergie citoyenne pour les élections démocratiques au Togo
SYNAPPCI	: Syndicat national des professionnels de la presse-Côte d'Ivoire
TANGO	: Association des organisations non gouvernementales de Gambie
TIC	: Technologies de l'information et de la communication
UA	: Union africaine
UNESCO	: Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	: U.S. Agency for International Development
WANEP	: Réseau ouest africain pour l'édification de la paix

I. Introduction

Présentation de l'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique

Gorée Institute a vu le jour en Juin 1992 à partir d'une idée formulée par le Président Abdou Diouf. Il avait auparavant présidé, en juin 1987, une rencontre « révolutionnaire » à Dakar entre les dirigeants de l'ANC, le mouvement de libération Sud-africain alors en exil, et un groupe influent de libéraux et progressistes Sud-Africains dont la plupart étaient des leaders Afrikaners issus du monde des affaires, de la culture, de la société civile, de la politique, de la religion et du milieu universitaire.

Cette réunion, appelée depuis « la Rencontre de Dakar », a enclenché un processus qui a conduit à la chute du régime de l'apartheid et à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratiquement élu.

L'Institut Gorée, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, a été fondé par des Africains concernés et engagés à promouvoir la paix et le développement sur le continent.

La vision de l'Institut est de travailler à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère. Celle-ci s'est poursuivie avec une contribution à l'émergence d'une Afrique indépendante, politiquement forte, d'une société civile socialement engagée avec une citoyenneté effective et responsable pour un développement durable de nos communautés.

Depuis 2003, suite à une analyse du contexte africain, l'Institut a décidé de suivre une nouvelle orientation qui met l'accent sur la recherche et la compréhension des causes de conflits en Afrique, la promotion du dialogue politique et des conditions de paix durable, l'approfondissement de la démocratisation par l'implication dans les processus électoraux.

En 2011, la situation sociopolitique de la sous-région se caractérise par des progrès vers la paix et la stabilité avec la fin de la crise postélectorale en Côte-d'Ivoire et l'achèvement des processus de transition en Guinée et au Niger. Mais ces progrès demeurent plus ou moins fragiles au vu des menaces récurrentes qui pèsent sur l'Afrique de l'Ouest. En effet, la sous-région est devenue la plaque tournante de la drogue et l'explosion de quelques pays du Maghreb avec la circulation des armes qui s'en est suivie rend, si besoin est, plus tangible la menace terroriste. Pour cette raison, la consolidation de la paix et de la stabilité demeure prioritaire dans la prévention des conflits pour renforcer les acquis en matière de gouvernance et de démocratie.

En tant qu'organisation panafricaine de la société civile, la mission du Gorée Institute est de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

L'Institut Gorée réalise sa mission par la réflexion, la recherche, la facilitation et l'intervention par le biais de programmes d'interventions directes, et travaille en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile africaine et les citoyens africains.

Cette mission nécessite notamment l'élaboration de nouveaux paradigmes, l'élargissement des réseaux de personnes et d'institutions, l'optimisation des ressources humaines existantes sur le continent.

Le fonctionnement et les activités du Gorée Institute s'inscrivent autour de ces valeurs :

- La responsabilité, l'efficacité et le professionnalisme ;
- Le respect de la diversité ;
- La collaboration ;
- La transparence et l'obligation de rendre compte ;
- La créativité, l'excellence et l'indépendance.

Gorée Institute s'efforce d'accomplir sa mission en définissant des stratégies et des objectifs clairs. La ligne directrice de l'Institut ainsi que ses réalisations sont basées sur les valeurs exposées ci-dessus. Cela implique le développement d'une culture de gestion axée sur les résultats. Enfin, pour atteindre ses objectifs, l'Institut s'est doté de piliers programmatiques:

- Consolidation de la paix et Prévention des conflits
- Démocratie, Gouvernance et Processus politiques
- Imagine Africa : valoriser la créativité artistique et littéraire

Sa capacité à accompagner de manière optimale les processus politiques et à s'appropriier des nouveaux paradigmes qui émergent, motivent un positionnement désormais dans l'assistance électorale, même si sa vision stratégique s'inscrit dans un long terme, la plupart des interventions et orientations concourant à la réalisation de cette vision stratégique.

II. Le Symposium annuel de l'Institut Gorée

Le Symposium de Gorée Institute est un forum d'échange annuel qui rassemble des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, dans un but de servir de cadre de référence aux États, aux Organisations de la Société Civile (OSC) et aux organisations internationales.

Objectifs du Symposium annuel :

- Mettre en place un cadre d'échange réunissant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité ;
- Instaurer annuellement une rencontre régionale (ou sous-régionale) rassemblant des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, pour faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux de recherches, des programmes initiés, des actions entreprises ou en cours de réalisation;
- Produire à l'issue du Symposium une publication axée sur les travaux de recherches qui ont fait l'objet de communication et de débat, en vue de faciliter la prise de décision aux différents acteurs concernés : États, société civile, organisations internationales.

III. Le Symposium annuel de l'Institut Gorée autour de quelques concepts

Dans sa quête de se poser en espace d'impulsion et d'animation du débat, mais aussi en tant qu'institution panafricaine qui se veut être à l'avant garde des problématiques liées au développement, à la démocratie, l'Institut Gorée a su imprimer sa « marque de fabrique » à travers le Symposium annuel qu'il a initié. La récurrence de certains concepts (la compréhension, le maniement, la vulgarisation) durant les Symposiums, renseigne sur le positionnement très clair de l'Institut dans la prospective et la stratégie d'influence des États, de l'espace CEDEAO, des partenaires techniques et financiers, des organisations de la société civile africaine, du milieu académique, des médias, etc.

Ainsi donc, les concepts ci dessous (liste non exhaustive) sont beaucoup convoqués lors des Symposiums annuels organisés, mais également dans le cadre des publications et pour la plupart lancées officiellement à l'occasion de ces Symposiums annuels.

A. Consolidation de la paix

La paix, à l'instar de la démocratie, n'est pas un concept univoque, même si sa définition fait moins l'objet de controverses que celle de la démocratie. La paix peut se définir par « l'absence de violence » ou par « l'absence de la peur de violence », auquel cas elle est dite « négative ». Cette définition de la paix permet de constater et éventuellement de mesurer un état de non-violence, sans pour autant nécessairement aider dans l'identification des manettes et actions susceptibles d'aider à la maintenir et/ou à la consolider. C'est cette définition négative de la paix qui sert, par exemple, de base dans la production du Global Peace Index que l'Institut pour l'Economie et la Paix publie annuellement depuis 2007.

Mais la paix peut se définir également, cette fois-ci de manière dite « positive », lorsqu'elle renvoie « aux attitudes, aux institutions et aux structures qui, lorsqu'elles sont renforcées, peuvent conduire à une société plus pacifique »¹. Cette conception de la paix présente l'avantage d'identifier des leviers institutionnels et comportementaux sur lesquels l'on pourrait agir pour accroître les chances de maintien et/ou de consolidation de la paix. Elle est, par conséquent, très utile pour tous ceux – acteurs nationaux et partenaires – pour qui le maintien et la consolidation de la paix constituent une préoccupation. Malheureusement, cette manière d'appréhender la paix n'est pas aussi facilement susceptible de mesure que celle « négative ».

¹ « Pillars of Peace : understanding the key attitudes and institutions that underpin peaceful societies », 2013, Institute for ECONIMICS & PEACE (IEP).

L'appréhension positive de la paix n'est pas que difficile à mesurer: sa multi-dimensionnalité constitue une autre source de difficultés en ce qui concerne son utilisation. En effet, la paix, lorsqu'elle est définie positivement, renvoie à des catégories de facteurs divers et variés. Il peut s'agir aussi bien de facteurs internes à la société que d'éléments externes liés au voisinage et/ou à l'environnement international du moment. Il peut s'agir d'éléments tangibles (e.g. Institutions) ou intangibles (e.g. Attitudes), de facteurs qui contribuent à réduire les risques de recours à la violence et/ou qui aident à formuler et exprimer les préférences etc. Pour l'IEP², les piliers de la paix incluent les facteurs tels que le fonctionnement du gouvernement, l'environnement des affaires, la qualité de la distribution des ressources nationales, les relations avec les voisins (que ce soit à l'intérieur du pays ou avec les pays voisins) etc.

Malgré les difficultés évoquées ci-dessus, l'acception positive du concept de paix offre l'avantage de mieux se prêter aux initiatives en faveur de la consolidation de la paix. Elle permet, en effet, d'identifier des facteurs sur lesquels l'on pourrait agir pour accroître les chances de raffermissement/consolidation de la paix dans une société. Elle permet également de définir la **consolidation de la paix**, comme étant le **résultat de tout effort allant dans le sens du raffermissement de tout ou partie des piliers de la paix ci-dessus évoqués**.

B. Sécurité humaine

Le concept de Sécurité humaine est un concept récent axé sur la protection des êtres humains. Elle se distingue de l'approche classique de la Sécurité, privilégiant, dans les relations internationales, la protection du territoire étatique. La sécurité humaine intègre des réalités telles que la privation économique ou celle des droits humains. Sa définition apparaît délibérément évolutive, tout comme les risques et les menaces auxquels les populations doivent faire face.

La Sécurité humaine fait opérer un changement de centre de gravité. Elle vient signifier l'exigence pour l'État de reconnaissance et d'adoption de la responsabilité de protéger les citoyens, d'assurer la préservation matérielle et morale de l'intégrité et de la dignité des personnes.

La Sécurité, à l'ère de la sécurité humaine, vise en effet à mettre l'individu à l'abri de la peur et du dénuement. La conception de la sécurité est ainsi libérée de l'approche restrictive la réduisant pour l'essentiel à la sécurité de l'État dans des conditions où celle-ci est souvent ramenée plus à la protection du pouvoir politique qu'à celle des institutions démocratiques et républicaines.

Pour autant, il ne faut pas ignorer qu'une nouvelle tendance a été initiée et favorisée par l'adoption de la Sécurité humaine par l'Union africaine au Sommet de Syrte en 2000. La mise en œuvre de cette nouvelle approche sécuritaire dépendra du dynamisme et de l'efficacité des acteurs politiques, sociaux et institutionnels aux niveaux national et régional.

² L'IEP, Institute for ECONOMICS & PEACE, est un think tank qui développe, entre autres, un nouveau cadre d'appréciation et de mesure de la paix.

Le contexte de sous développement économique et de faiblesse de la démocratie et de l'État détermine une vulnérabilité des populations face à de nombreux périls : menaces sanitaires, catastrophes naturelles, conflits politiques bafouant la dignité, l'intégrité de la personne et les libertés élémentaires.

La Sécurité humaine a pour enjeu une prise en compte des défis sécuritaires qui, dans leur diversité, constituent une menace pour l'individu. Le devoir de protection des personnes est ainsi mis en exergue dans les fondements de toute doctrine sécuritaire aux niveaux local, national, régional. L'adoption de la sécurité humaine comme approche intégrée de la sécurité va de pair avec une nécessaire évolution des conceptions et des mentalités en matière de sécurité au niveau des acteurs étatiques comme au niveau des citoyens et de la société civile. Cela implique aussi une nécessaire reconfiguration systémique et stratégique du secteur de sécurité pour mettre l'homme au centre des missions de protection et ajuster à cet impératif des politiques, les postures et les instruments de caractère sécuritaire³.

Le Rapport sur le développement humain du PNUD de 1994 a identifié sept domaines comme étant les éléments de base de la sécurité humaine, et donc de la paix dans ce sens élargi :

1. La sécurité économique : Assurer un revenu de base pour les individus.
2. La sécurité alimentaire : Garantir un accès, à la fois matériel et économique, à une alimentation de base pour toute personne à tout moment.
3. La sécurité relative à la santé : Garantir un minimum de protection contre les maladies et les modes de vie malsains.
4. La sécurité environnementale : Protéger les populations contre les ravages de la nature, les menaces causées par l'homme à la nature et les protéger contre la détérioration de l'environnement naturel à court et moyen terme.
5. La sécurité personnelle : Protéger les personnes des violences physiques, qu'elles émanent de l'État du citoyen en question ou d'États tiers, ainsi que des violences provenant des individus et des acteurs à un niveau infra-étatique, des abus domestiques et des adultes prédateurs.
6. La sécurité communautaire : Protéger les populations contre la perte des relations et des valeurs traditionnelles et contre la violence sectaire et ethnique.
7. La sécurité politique : Pouvoir vivre dans une société qui respecte les droits de l'homme. Ne pas être sujet à la répression politique, à la torture systématique, aux mauvais traitements et aux disparitions, etc⁴.

³ Stabilité institutionnelle et Sécurité humaine, Gorée Institute, 2012, Dakar, 362 pages

⁴ Les Actes du Symposium 2013, Gorée Institute, Dakar, 2015, 388 pages

C. Gouvernance

Notion en vogue depuis le début des années 1990, cherchant à démontrer que les dynamiques de gouvernement et de régulation sociale ont changé par l'effet de la mondialisation, des changements sociaux et d'une perception nouvelle du pouvoir politique. De manière générale, la gouvernance désigne le plus souvent les formes contemporaines de régulation collective, qui se développent sur la base de relations entre acteurs publics et privés, et dans des cadres institutionnels et territoriaux pluriels, plus ouverts et plus instables. On parle plus souvent de gouvernance multi niveaux pour signifier à quel point les problèmes publics sont de plus en plus traités par des acteurs divers, placés à différents échelons territoriaux⁵.

On oppose souvent la notion de gouvernance à celle de gouvernement qui paraît historiquement attachée à l'idée d'un pouvoir centralisé et monopolisé par l'État dans un cadre national. Au delà de son caractère descriptif, la notion de gouvernance a également parfois une tonalité normative. En effet, en insistant sur la nécessaire dissociation entre la régulation collective et les activités de l'État, elle a pu être utilisée pour entretenir l'idée d'un nécessaire retrait de l'État au profit d'acteurs puisant leur légitimité dans l'expertise plutôt qu'en vertu d'une quelconque légitimité politique. Dans certains cas, la notion permet parfois de justifier la nécessité d'ouvrir l'État à des modes de gestion privée, soit un transfert dans l'espace public de ce que l'on qualifie parfois de gouvernance des entreprises.

La Banque Mondiale a déjà identifié six dimensions générales comme indicateurs de gouvernance, qui sont principalement basées sur les droits de l'homme :

- Expression et responsabilité : la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la désignation de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, d'association et la liberté de la presse.
- La stabilité politique et l'absence de violence : la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme.
- L'efficacité gouvernementale : la qualité des services publics, la capacité de l'administration et son indépendance vis-à-vis des pressions politiques ; la qualité de la formulation des politiques.
- La qualité de la réglementation : la capacité du gouvernement à fournir des politiques et des réglementations solides qui permettent et promeuvent le développement du secteur privé.
- L'État de droit : le degré de confiance et de respect pour l'État de droit que les agents ont, y compris la qualité des droits de propriété, de la police et du système judiciaire, ainsi que de la protection contre les risques de crime.

⁵. Dictionnaire de Sociologie politique, LJDG, Paris 2012, 450 pages

- **Le contrôle de la corruption** : le degré dans lequel le pouvoir public est exercé en faveur d'intérêts privés, y compris les grandes et petites formes de corruption, ainsi que la captation de l'État par les élites⁶.

D. Démocratie et Élections

L'élection est une technique de désignation des gouvernants recourant à une procédure de vote.

Dans le domaine politique, l'élection peut concerner l'ensemble des citoyens, d'une minorité de citoyens (désignés selon des critères restrictifs comme le cens ou la capacité) ou des électeurs habilités à exprimer la volonté de groupes représentés (cas de « grands électeurs » dans les procédures de suffrages indirects). Elle implique le plus souvent la prise en compte du principe majoritaire, même si exceptionnellement, certaines institutions ou fonctions peuvent parfois recourir, dans la pratique, au principe d'unanimité⁷.

En Afrique, depuis les années 90 avec la dernière vague de démocratisation, les États africains se sont tous investis dans les processus politiques d'ouverture dont l'exercice du pouvoir est nécessairement légitimé par l'organisation d'élections. Ainsi donc les élections et les exigences relatives à son organisation sont devenues des préoccupations à l'échelle des Nations en Afrique et au delà, dans le monde.

La démocratie quant à elle est aujourd'hui devenue le système politique le plus répandu à travers le monde.

Appréhender la notion de stabilité démocratique requiert de cerner d'abord celle de démocratie. Etymologiquement la démocratie renvoie au pouvoir du peuple, *Demos* signifiant le peuple, comme protagoniste à l'intérieur d'une cité (*polis*), et *kratein* « se rendre maître de ». Les auteurs s'accordent ainsi sur le fait que la démocratie renvoie au régime politique où c'est le peuple qui est le dépositaire du pouvoir. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la formule incantatoire d'Abraham Lincoln suivant laquelle la démocratie c'est le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. C'est également dans ce sens qu'abonde l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Boutros-Ghali lorsqu'il écrit que « la démocratie est un régime politique où l'appareil institutionnel donne corps à l'idéal d'un pouvoir politique exprimant la volonté du peuple ».

Cependant la démocratie fait l'objet d'une pratique diversifiée. Nombre de régimes politiques se réclament de la démocratie sans présenter les mêmes caractéristiques. Avec l'évolution, elle s'est enrichie de nouveaux éléments tout en revêtant une signification particulière selon l'espace géographique. Aussi parle-t-on souvent d'une démocratie à l'africaine. Cette situation est à l'origine d'un débat sans fin sur les définitions opérationnelles de la démocratie.

⁶ Les Actes du Symposium 2013, Gorée Institute, Dakar, 2015, 388 pages

⁷ Dictionnaire de sociologie politique, LJDG, Paris, 2012, 450 pages

On peut toutefois distinguer entre les définitions minimalistes et les définitions maximalistes de la démocratie.

La définition minimaliste de la démocratie met l'accent sur l'existence d'élections libres et loyales alors que la conception maximaliste voit au-delà des élections, l'État de droit avec les libertés individuelles, des limites et contrepouvoirs constitutionnels, le contrôle civil des forces armées. Elle implique également l'existence de valeurs telles que la tolérance et la civilité. C'est ce qui fait dire à Larry Diamond que « ... *la démocratie requiert un ensemble distinct des valeurs et orientations de la part des citoyens : modération, tolérance, civilité, efficacité, savoir, participation* ».

Quelle que soit la conception retenue, la démocratie obéit à un certain nombre de conditions qui en constituent les critères. Comme forme d'organisation politique, un régime démocratique exige le respect de la séparation des pouvoirs, la garantie des libertés fondamentales et l'organisation régulière d'élections. Le principe de séparation des pouvoirs permet de fonder l'indépendance de la justice et du législatif alors que les libertés fondamentales favorisent l'émergence du pluralisme dans ses multiples dimensions⁸.

E. Assistance électorale

Au fil des années, l'Institut Gorée, en tant Centre du Savoir électoral a su affiner son positionnement et s'investir dans l'assistance électorale qui consiste à mettre à disposition son expertise technique pour renforcer les capacités des organisations de la société civile africaine qui souhaitent s'investir dans l'observation ou le monitoring d'un ou de plusieurs aspects du processus électoral. L'assistance électorale sous-entend la capacité de l'Institut à se positionner un cran au dessus des organisations de la société civile classiques et à se mettre au rang des institutions ayant la possibilité de transférer des compétences et d'appuyer techniquement les organisations de la société civile africaines. Par ailleurs, des institutions internationales comme l'Organisation des Nations Unies et l'Union Européenne se sont dotées d'Unités d'assistance électorale mais l'accompagnement est souvent d'ordre logistique et cherche à tisser des partenariats avec des institutions qui ont la capacité d'accompagner techniquement les processus électoraux par la mise à disposition d'outils et d'instruments, et aussi par leur capacité à contextualiser certaines dynamiques. L'Assistance électorale de l'Institut Gorée fut, à plusieurs reprises, à la « vedette » durant les Symposiums annuels.

F. Système de conflits

Un système de conflits se définit comme un ensemble de conflits, de causes, de formes et de territorialités distinctes qui s'articulent et s'alimentent sous l'effet de leur proximité, de leur évolution ou des alliances tissées par des acteurs divers dont les intérêts convergent⁹.

⁸. Les Actes du Symposium, Gorée Institute, Dakar, 2015,

⁹. Système de conflits en Enjeux sécuritaires, Gorée Institute, Dakar, 2013, 233 pages

G. Genre et politique

Le « genre » désigne tout ce qui construit socialement et culturellement la différence entre les sexes, c'est à dire tout ce qui contribue à définir ce qui est considéré comme féminin ou masculin dans une société, et par conséquent ce qui doit échoir aux groupes ou aux personnes selon leur rattachement au genre féminin ou au genre masculin.

Aussi les théories du genre sont-elles particulièrement intéressantes pour comprendre, par exemple, la division sexuelle du travail, les différences dans la participation politique, ou encore l'importance qu'accordent les politiques publiques aux questions de genre.

Les idées dominantes sur ce que doit être la place de l'homme ou de la femme dans la société produisent des effets puissants sur la propension des uns et des autres à s'engager ou non dans l'arène politique. Elles peuvent constituer un frein à la participation ou à l'engagement des femmes lorsque, par exemple, ces idées associent principalement les hommes aux activités publiques d'une part, les femmes aux activités domestiques d'autres part. A cet égard, ce sont le plus souvent des qualités considérées comme « viriles » (courage, aptitude à la lutte, éloquence verbale, etc.) qui sont associées à l'activité politique. Du fait des conceptions de genre sous-jacentes à de nombreux rôles politiques, les femmes politiques subissent un certain nombre de critiques - sur leur tendance à se masculiniser, sur leur moindre compétence ou sur la mise en scène de leur « différence¹⁰».

¹⁰ Lexique de science politique 2e édition, Olivier Nay, Edition Dalloz, 2011, Paris, 600 pages.

IV. Les Symposiums en question

A. Symposium 1 : Élections, Paix et Sécurité : Quels liens ?

Gorée, Sénégal, du 30 novembre au 03 décembre 2010

Dans le cadre de ses activités et de sa volonté de doter l'Afrique d'un centre de référence en matière électorale, l'Institut de Gorée, en partenariat avec l'Agence suédoise de développement international, a organisé un premier symposium. Il portait sur les rapports étroits qui peuvent exister entre les processus électoraux en Afrique et les problématiques de paix et de sécurité. Il avait comme cible une large palette d'organisations de la société civile africaine, de partenaires financiers et d'organisations sous-régionales telles la CEDEAO.

L'Institut de Gorée, en mettant sur pied un Centre sur les processus électoraux a énormément capitalisé en matière d'élection tant du point de vue de l'observation électorale, de la documentation, de la recherche, que de la formation. Il a ainsi organisé une rencontre de quatre jours pour partager des expériences en matière électorale, présenter un ouvrage portant sur le thème du symposium et analyser tous les liens qui peuvent exister entre Élections, Paix et Sécurité en Afrique. Le contexte était caractérisé par une conjonction de plusieurs facteurs établissant ces liens :

- Le processus de démocratisation, enclenché depuis plus de deux décennies en Afrique de l'ouest particulièrement mérite d'être évalué sur la base de sa capacité à pacifier l'espace sur lequel il s'applique.
- L'élection présidentielle est un segment de la démocratie, mais du reste déterminant.
- Les manipulations du « haut » et la mauvaise compréhension du « bas » font que l'organisation d'une élection qui a, à priori pour but d'organiser le mode de légitimation du pouvoir de manière pacifique, débouche souvent sur des conflits armés avec des conséquences néfastes pour toute la sous-région.

Déroulement du premier symposium

Les séances de travail du premier symposium ont consisté en deux types d'activités: deux réflexions sur des thématiques confiées aux participants répartis en deux groupes et au total dix présentations de thèmes.

Les thématiques de réflexion :

- Quelles sont les activités qui posent le plus de problèmes dans le cycle électorale en Afrique de l'ouest ?
- État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger).

Les thèmes présentés :

1. Médiation électorale en Guinée Conakry : le cas des élections de 2010.
2. Les succès de la campagne électorale pour les changements de comportements par la société civile ivoirienne dans le cadre du processus électoral.
3. Les succès de la mission d'observation sécuritaire de la CEDEAO lors de l'élection présidentielle au Togo.
4. Prévention et gestion des conflits liés aux élections : le cas de la Sierra Léone en 2007
5. Le cadre légal et institutionnel de la paix et de la sécurité en Afrique de l'ouest.
6. Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?
7. La nature de l'État et la problématique de la Nation : quelles perspectives pour la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest ?
8. Les élections, principales menaces à la situation de la paix relative en Afrique de l'Ouest (deux présentations).
9. Renforcement de la paix et de la sécurité à travers les processus électoraux : quel rôle de la société civile ?
10. Comment la sous-région pourrait-elle mieux organiser la médiation des conflits liés aux élections ?

B. Symposium 2 : la Sécurité, la Démocratie et la Stabilité en Afrique de l'ouest

Abidjan, Côte d'Ivoire, du 26 au 28 octobre 2011

La CEDEAO, qui est un cadre d'intégration régionale pertinent, est néanmoins tributaire des handicaps de ses pays membres. En tant qu'institution sous régionale, elle continue d'œuvrer pour la réalisation des efforts d'harmonisation des cadres légaux et institutionnels et des politiques publiques de développement de ses États membres. Les multiples protocoles et autres instruments juridiques que produit la CEDEAO sont des éléments indispensables de l'intégration régionale dont ils créent le décor. Ces dispositions, bien qu'ayant été, pour la plupart, reçues dans les différents droits nationaux, ont cependant beaucoup de mal à produire les effets escomptés.

Malgré la contribution de taille de la CEDEAO dans le renforcement de la sécurité humaine, de la démocratie et de la stabilité en Afrique de l'Ouest, il demeure des défis majeurs :

- Tentatives de manipulation constitutionnelles et de dévolution monarchique du pouvoir.
- Absence de consensus autour des fichiers électoraux.
- Perte de légitimité de l'État.
- Manque d'appropriation des processus politiques par les citoyens.
- Problèmes liés à la sécurité humaine, fragilité des institutions.

- Mauvaise prise en compte de la religion et de l'ethnicité dans les processus de réconciliation et de reconstruction nationale.
- Faible taux de mise en œuvre des instruments juridiques.
- Faible utilisation des technologies de l'information et de la communication dans le renforcement de la démocratie et de la stabilité.

Depuis quelques années, la collaboration entre société civile et CEDEAO dans les domaines précités s'est renforcée pour une prise en charge commune des problèmes touchant les citoyens ouest africains. En effet, le passage d'une CEDEAO des États à une CEDEAO des peuples implique une meilleure collaboration entre la CEDEAO et la société civile ouest africaine.

Résultats Attendus du deuxième symposium

- Création d'un cadre de concertation CEDEAO/Société Civile sur les questions liées à la sécurité humaine, à la démocratie et à la stabilité ;
- Publication sur le thème « Sécurité Humaine, Démocratie et Stabilité » dans l'espace CEDEAO ;
- Création d'un réseau de plaidoyer pour la consolidation de la démocratie, le renforcement de la sécurité et de la stabilité des institutions dans l'espace CEDEAO.

Déroulement du deuxième symposium

La cérémonie d'ouverture a été lancée avec les discours de :

- M. Cheikh Oumar Sy, chargé de Communication de l'Institut de Gorée ;
- M. Le Représentant de la CEDEAO ;
- Madame Nathalie Traoré du FOSCAO ;
- Le Directeur de cabinet du ministère de l'Intégration africaine et des Droits de l'Homme et Libertés publiques ;
- Le directeur de cabinet du ministre des Droits de l'Homme et des Libertés publiques ;
- M. Ibrahima Niang, Coordonnateur du Programme gouvernance à l'Institut de Gorée.

Les séances de travail du premier symposium ont consisté en deux types d'activités: huit (08) présentations de thèmes et cinq (05) réflexions sur des thématiques confiées aux participants répartis en groupes.

Les thèmes présentés :

- La parole aux acteurs ivoiriens : discussions sur les défis rencontrés par la société civile ivoirienne dans les efforts de réconciliation nationale et les initiatives à envisager;
- Les défis de la paix et de la sécurité humaine en Afrique de l'ouest ;

- Impact de la religion et de l'ethnicité dans la réconciliation et la reconstruction nationale ;
- L'utilisation des technologies d'information et de communication dans le renforcement de la démocratie et de la stabilité en Afrique de l'ouest ;
- Rôle de la société civile dans l'harmonisation des cadres normatifs et institutionnels de gestion des élections au niveau régional ;
- Le renforcement des institutions en Afrique de l'ouest ;
- Sociogenèse de la société civile africaine ;
- L'expérience de l'Afrique du Sud dans la réconciliation nationale.

Les thématiques de réflexion :

- Qu'est ce qui explique l'absence de la société civile ivoirienne dans le processus de réconciliation nationale ? Quelle est la meilleure stratégie à élaborer pour y remédier ?
- Garantir la stabilité dans l'espace CEDEAO : quelles stratégies pour la société civile ?
- Quelles activités à mener entre Gorée Institute et la société civile ivoirienne ?
- Quels rôles pour les médias et les femmes dans le processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire ?
- Quelles activités à mener pour intégrer les concepts d'ethnicité et de religion dans les processus de réconciliation nationale et de paix en Afrique de l'ouest ?

Cérémonie de clôture

Une Motion fut rédigée par la société civile ivoirienne et la chefferie traditionnelle et lue devant les officiels, exhortant l'Institut de Gorée à ne pas jeter aux oubliettes le plan d'action et les engagements pris à l'endroit de la société civile ivoirienne.

Conclusion

Le 2ème symposium organisé par l'Institut de Gorée à Abidjan a permis sans conteste d'arriver à des résultats qui ont été au delà des attentes et des objectifs escomptés. La trouvaille lumineuse reste la volonté d'élaborer une Charte de la société civile africaine dans le but d'harmoniser la société civile et de fixer définitivement ses missions, son rôle, sa composition, sa définition, etc. L'Institut de Gorée est sollicité par tous les participants pour porter cette initiative. En outre, une Déclaration fut signée par tous les participants dans laquelle Déclaration il est clairement affirmé la volonté de la société civile ouest africaine de ne ménager aucun effort pour aller vers l'instauration d'une sous région pacifique, stable, démocratique.

Déclaration

Les participants, après des échanges fructueux autour des thèmes ont décidé d'adopter la Déclaration d'engagement à œuvrer ensemble pour l'instauration d'un espace sous régional paisible et stable.

Motion de remerciement des participants

Les participants à ce symposium avec à leur tête les représentants de la chefferie traditionnelle, ont tenu à remercier le Directeur exécutif de Gorée Institute, son équipe et FOSCAO Côte d'Ivoire pour cette belle initiative, en souhaitant que les recommandations issues dudit symposium soient la base et le guideline des activités futures pour booster le processus de réconciliation en Côte d'Ivoire.

En effet, cela a permis à quelques acteurs de la société civile ivoirienne d'échanger avec leurs frères et sœurs de la sous région et de bénéficier de leurs expériences.

Rapport de l'équipe de coordination

Les membres de l'équipe de coordination du symposium composée de Messieurs : Ibrahima Amadou Niang (Coordonnateur de programme), Cheikh Oumar Sy (Chargé de Communication) et Abdourahmane Sow (Responsable Financier) ont rédigé un dossier de presse ainsi qu'un rapport sur l'ensemble des activités menées lors de leur séjour en Côte d'Ivoire avec une liste de recommandations notamment sur :

- Le renforcement des statuts des journalistes en Afrique de l'Ouest ;
- Le partage d'expériences sur les initiatives de réconciliation nationale en Afrique ;
- Le Comité Scientifique du Symposium et le prix Frédérick Van Zyl Slabbert ;
- La Charte Ouest Africaine de la société civile ;

(Ref. annexes : dossier de presse et rapport de l'équipe de coordination).

C. Symposium 3 : Les Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest

Gorée, Sénégal, du 28 au 29 novembre 2012

Le troisième symposium a été pour l'institut de Gorée l'occasion de faire l'État des lieux et d'établir les liens entre les deux concepts de sécurité humaine et de gouvernance. Le continent africain, depuis plusieurs décennies, n'a cessé d'être en prise à des crises du fait d'éléments conjoncturels et/ou structurels, de chocs exogènes ou d'événements endogènes.

Éléments ou chocs causés par plusieurs facteurs. La chute du mur de Berlin et la redéfinition des contours d'un nouvel ordre mondial vont participer à l'apparition de nouvelles formes d'instabilités à travers le monde. Les conflits ne sont plus inter étatiques mais intra étatiques. Sous ce rapport, la Yougoslavie vole en éclat et en Afrique le génocide rwandais est une parfaite illustration. D'autres crises multiformes voient le jour en Afrique: résurgence de conflits identitaires, irrédentisme, intrusion d'acteurs hétéroclites mus par des stratégies individuelles jurant d'avec la vision stratégique de la construction de nations viables et solides, narcotrafic, circulation d'armes du fait d'un contrôle inopérant des territoires, existence de « zones grises », mouvements terroristes transnationaux, émergence de l'intégrisme religieux, etc.

Aujourd'hui il est intéressant de constater que l'Afrique a du chemin à parcourir si l'on se réfère aux indicateurs de la gouvernance produits par diverses organisations, laboratoires ou groupes de recherche. Le Programme des Nations Unies pour le développement, à travers son Indice pour le développement humain renseigne que les États qui ont le plus faible indice sont tous des États africains. Doing Business, Mo Ibrahim, Transparency International, etc. viennent, à travers leurs indicateurs conforter ce constat, chacun en fonction de sa stratégie et de son domaine d'intervention.

Du point de vue empirique, dans le comportement de tous les jours, à travers les actes posés de part et d'autre il convient de noter la convergence d'actes émanant aussi bien du « haut » que du « bas » et qui causent une crise aigue de la gouvernance en Afrique.

Corruption, violation des droits de l'Homme, mode de dévolution biaisé du pouvoir, mauvaise gestion des ressources naturelles et environnementales, crise d'autorité, etc. sont autant de défis auxquels l'Afrique doit faire face.

Notons que gouvernance et sécurité humaine interagissent et se nourrissent mutuellement. Une mauvaise gouvernance impacte négativement la sécurité humaine et vice versa. Il convient donc de faire l'État des lieux et d'établir les liens entre ces deux concepts.

Objectif global

Produire une étude qui fait un état des lieux sur les questions de gouvernance et de sécurité en Afrique de l'ouest à travers une approche pays.

Objectifs spécifiques

1. Produire des informations qui permettent d'arriver à des comparaisons transnationales.
2. Identifier les tendances lourdes en matière de sécurité et de gouvernance permettant une orientation stratégique et une action programmatique.

3. Amorcer le dialogue à l'occasion du Symposium annuel organisé par Gorée Institute avec les acteurs politiques, les organisations d'intégration régionales et sous régionales, les partenaires au développement, les organisations de la société civile, etc.
4. Publier les résultats de l'étude à travers la collection Leeral - Clarifier en Wolof - pour une large diffusion et un partage de l'information avec tous les acteurs impliqués dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité.

Problématique

Nous fondant sur les définitions des concepts de sécurité humaine et de gouvernance fournies il convient de se poser plusieurs questions relatives à ces notions. Une pluralité de défis interpelle toute l'Afrique de l'ouest. Ces défis sont principalement sécuritaires mais aussi liés à la gouvernance et ont divers modes d'expression.

1. Quels en sont les facteurs explicatifs ?
2. Quelles sont les réponses jusque là proposées par les États ?
3. Quelles sont les modes d'expression, selon les pays, des limites liées à la sécurité en Afrique de l'Ouest ?
4. Quels sont les modes d'expression de la mauvaise gouvernance en Afrique de l'ouest?
5. Quels sont les défis communs ?
6. Existe-t-il une synergie des actions allant dans le sens d'adresser des solutions aux problèmes qui se posent ?
7. Quelles orientations communes peuvent être identifiées dans les réponses apportées?
8. Dans une posture prospectiviste, quels sont les facteurs qui sont potentiellement des causes d'instabilité en Afrique de l'Ouest dans les années à venir ?
9. Quels thématiques majeures identifier afin de prévenir, de contenir ou de corriger les crises de la gouvernance jusque là connues ou qui menacent la stabilité de la sous-région ?
10. Quelle place accorder aux organisations continentales et sous-régionales dans les propositions de solutions (UA, CEDEAO) ?

Autant de questions auxquelles le symposium s'est proposé d'apporter des réponses en se fondant sur les différentes restitutions et les discussions qui ont eu lieu durant les deux jours du Symposium.

Déroulement du troisième symposium

Les séances de travail du troisième symposium ont consisté en la présentation de six thèmes sur les deux jours :

- Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'ouest par Marc Mémier et Michel Luntumbue chercheurs au GRIP.

- Les défis de la gouvernance en Afrique de l'ouest par Luc Damiba administrateur scientifique du CERAG.
- « Les tendances de la gouvernance et les réponses au niveau mondial. Quelles implications pour l'Afrique », par Monsieur Abdou Aziz Diop .
- « Global Conflict Trends and Responses : Implications for Africa », par M. Alioune Sall.
- « L'intervention de la CEDEAO au Mali », par Marc Mémier du GRIP.
- « L'économie politique post crise en Côte d'Ivoire », par Sékou Sangaré.

D. Symposium 4 : La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Gorée, Sénégal, du 27 au 28 novembre 2013

La quatrième édition démontre que l'organisation d'un symposium annuel s'est inscrite dans la culture institutionnelle du Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique. Ce rendez-vous est désormais organisé chaque année en partant du principe selon lequel une telle plateforme, neutre et mise en place dans une atmosphère détendue mais sérieuse, permettra d'approfondir notre compréhension des défis en matière de paix, de sécurité et de gouvernance à travers le continent africain. Événement ouvrant à la réflexion, cette rencontre a pour but de fournir un aperçu historique des récentes étapes traversées dans le cadre des processus démocratiques et de consolidation de la paix, en mettant l'accent sur les perspectives, les défis, les enseignements tirés et les modèles de bonnes pratiques.

Ce symposium vise également à brosser un tableau précis de la vulnérabilité structurelle des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en ce qui concerne les conflits armés et l'instabilité politique. De nombreuses questions ont été abordées autour de ce thème, et notamment les suivantes :

- De quelle manière peut-on organiser des élections destinées à promouvoir la paix et la stabilité, et ne pas les laisser déboucher sur des actes de violence ?
- Comment l'instabilité au sein des institutions étatiques s'explique-t-elle et quelles en sont les implications ?
- Quels sont les problèmes liés à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest ?

Tout en apportant des réponses à ces questions, les discussions ont porté également sur l'évaluation du rôle joué par les médias dans la prévention, la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'Homme. Concrètement, les participants sont issus du milieu universitaire, de la société civile, de la sphère politique et de la communauté des donateurs. Ensemble, ils s'efforcent d'apporter des réponses pertinentes et engagent des débats d'idées sur le thème « Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest », afin de mettre en lumière des recommandations et des suggestions politiques concrètes.

En se fondant sur les avis exprimés par les experts au cours des débats, et en s'appuyant sur l'analyse comparative des expériences et des enseignements tirés, ce symposium aborde la grande diversité des réalités du terrain pour les défis en matière de paix et de démocratie, dans le contexte ouest-africain mais en tenant compte des autres régions de l'Afrique. L'ensemble des présentations thématiques faites par les experts sera analysé et des exemples comparatifs seront cités pour référence. Les présentations des conclusions de ces recherches ainsi que le lancement d'ouvrages viendront compléter ces travaux. Cette approche permet de recenser les priorités, les zones d'ombre et toute incohérence susceptibles d'attirer l'attention.

Une fois de plus, ce symposium est pensé de manière à ce que chaque présentation thématique mette en exergue les facteurs de risque et de crainte, témoignant ainsi de la probabilité d'un épisode majeur d'instabilité politique ou de conflit armé dans le cas où une décision politique déterminante, complétée par des actions de la société civile, ne serait pas prise. Il doit fournir de précieuses ressources pour la planification de programmes dans les domaines de la gouvernance, des conflits, de l'alerte précoce et de la réaction rapide dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Pour l'Institut Gorée, il s'agit donc d'une « occasion en or », véritable mine d'informations sur la vulnérabilité structurelle des 15 États membres de la CEDEAO et à partir desquels les activités et programmes annuels sont élaborés.

Le 4^{ème} symposium se tient au moment où on assiste à l'expansion de la démocratie en Afrique de l'Ouest, tandis que les citoyens de cette région se voient de plus en plus souvent offrir la chance de décider de l'orientation de leur avenir à travers les urnes.

Indéniablement, nous vivons dans un environnement sécuritaire interdépendant sur les plans ethnique, social, politique et économique. C'est un environnement où les conflits, la pauvreté et la mauvaise gouvernance subis par une des zones de la sous-région impliquent de graves répercussions sur les autres (comme l'ont récemment démontré la montée en puissance du terrorisme, les attaques dans le Nord-Mali et le narcotrafic qui persiste en Guinée-Bissau). Le 4^{ème} symposium vise également à rappeler aux différents acteurs qu'en soutenant les pays dans leurs efforts, via les recommandations et les suggestions qui émaneront d'un groupe d'experts issus de la sous-région toute entière et réunis sur cette plateforme créée par l'Institut Gorée, la société civile fait un pas en avant dans le long parcours qui l'attend. Il est donc évident que la gouvernance démocratique, à bâtir et à consolider, est de plus en plus au cœur des efforts de la société civile, des universitaires, des organismes bailleurs de fonds et des politiques. Ce symposium a aussi pour objectif de rappeler aux acteurs cibles la synergie de ces rôles et responsabilités, alors que nous cherchons ensemble des réponses appropriées aux défis en matière de paix et de démocratie en Afrique de l'Ouest.

Ce quatrième symposium est donc organisé pour, une fois de plus, soumettre au questionnement les débats essentiels portant sur les défis de chaque pays en matière de paix, de sécurité et de démocratie.

E. Les objectifs retenus

- Approfondir la compréhension des différents défis en matière de paix, de sécurité et de gouvernance à travers l'Afrique.
- Examiner le contexte et les circonstances dans lesquels les processus démocratiques sont jugés appropriés, ainsi que les exigences et les objectifs à atteindre, en se fondant sur les avis des experts. À travers ce volet, le symposium s'attache à susciter des débats et des discussions à plus grande échelle à propos des expériences sur le terrain.
- Examiner les événements récents concernant la consolidation de la paix et la démocratie, afin d'analyser les enseignements, les informations et les bonnes pratiques émergeant de ces manifestations.
- Partager les informations entre les représentants des OSC sur les problèmes majeurs représentant une menace pour la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest.
- Mettre en lumière les recommandations et les suggestions politiques concrètes qui rappellent, sensibilisent et informent de l'intérêt d'instaurer le dialogue parmi les principaux intervenants.
- Encourager les débats potentiels sur le rôle des OSC dans la réponse aux conflits aussi bien qu'aux défis en matière de paix et de sécurité.

Rôles pour les médias et les femmes dans le processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire : État des lieux des Médias

- Rôle de veille démocratique et de régulation de la société : Informer, éduquer et distraire ;
- Médias publics : Persistance du déséquilibre dans le traitement de l'information en faveur du pouvoir ;
- Médias privés : Persistance de deux blocs médiatiques antagonistes : Proche de l'opposition et du pouvoir. Manque de retenue, des titres toujours incendiaires ;
- Existence de nombreux médias internationaux qui ont une influence non négligeable sur l'opinion ;
- Entreprises de presse pillées, vandalisées et occupées, entraînant un accroissement de la précarité dans le secteur des médias, notamment avec de nombreux licenciements, et des mises en chômage techniques aux conséquences sociales désastreuses ;
- Journalistes emprisonnés ou contraints à l'exil contre l'esprit et la lettre de la loi portant dépenalisation des délits commis par voie de presse ;
- Menace sur la confraternité avec notamment des attaques par journaux interposés. La fragilisation des instances de régulation (CNP) notamment eu égard à son inadéquation avec la loi sur la presse.

V. Les Symposiums en quelques réalisations

A. Réseautage

Le réseau peut être défini comme étant un maillage d'éléments unis par des liens de nature variée. Le réseau obéit à 3 principes fondamentaux :

1. L'organisation du réseau se fait sur le modèle de l'interdépendance plus que sur celui de la hiérarchie. En effet, l'Institut Gorée ne s'inscrit nullement dans une logique de hiérarchisation des liens entre les organisations. La diversité des profils d'organisations ayant pris part à l'événement (institution étatique, partenaire technique et financier, organisation d'intégration régionale et sous régionale, organisation de la société civile, etc.) renseigne à souhait sur la volonté d'encourager l'interdépendance, si l'on sait que chaque organisation à son importance, son profil qui lui est propre et peut être d'une utilité certaine aux autres organisations sœurs qui prennent part au symposium, soit dans la formation, soit dans la facilitation, soit dans l'accompagnement, soit dans le *fundraising*, etc.
2. Leur structure interne est en général assez stable malgré les changements de personnel.
L'approche institutionnelle reste la principale logique de participation au Symposium. On entend par institution « une structure sociale mise en place dans un but bien déterminé et dont la durée de vie dépasse celle de ceux qui l'ont créée ». Ainsi donc hormis des personnes ressources qui prennent part au Symposium pour souvent un accompagnement technique spécifique, la plupart des présences se font sur la base d'un ciblage institutionnel. Ceci est gage de pérennité et de stabilité.
3. Les liens se modifient constamment sans groupes stables et sans coordination d'ensemble. En effet, aucune coordination formelle n'est imprimée. Le Symposium se tient annuellement et d'une édition à l'autre, il n'est pas sûr que les mêmes institutions y prennent part. Les invitations se font généralement sur la base du partenariat annuel avec une institution, les liens qu'elle établit avec l'Institut de Gorée pendant l'année en cours ou l'intérêt d'un partenariat à entrevoir avec l'Institution dans un futur proche.

De même, l'intérêt d'un réseautage est que lorsque les répertoires de rôles et par conséquent les réseaux sont multiples, les combinaisons plus ou moins originales d'expériences et de ressources peuvent offrir une perspective aux adaptations et aux stratégies innovantes. En même temps, une société qui serait privée d'un cadre réellement structurant ne pourrait pas garantir que les différents rôles dans lesquels un individu se trouve pris s'adaptent entre eux.

B. Recherche

La recherche est un moyen par lequel l'Institut Gorée, depuis sa création, cherche à dérouler sa stratégie. En effet, la recherche est une thématique transversale à tous les axes d'intervention de l'Institut. C'est ainsi que beaucoup de programmes de recherches sont mis en œuvre annuellement et le Symposium annuel sert de prétexte pour présenter les résultats de ces recherches. La recherche est fondamentale pour une bonne intelligibilité des phénomènes de société. Par ailleurs, l'Afrique, face aux défis du développement et de la gouvernance, a besoin d'institutions, de think tank, de cadres dont les actions sont orientées vers une meilleure compréhension des enjeux et des débats de société. La recherche permet de produire plusieurs sortes d'informations, notamment l'information scientifique, l'information stratégique qui sont utiles et peuvent beaucoup servir aux États, aux institutions internationales, aux investisseurs, aux acteurs non étatiques. Rappelons que l'un des défis principaux du développement reste l'accès à la primeur de l'information afin d'identifier les leviers sur lesquels s'appuyer afin de venir à bout des défis multiples, multifformes mais surtout évolutifs qui interpellent les États africains.

Enfin le volet recherche est important pour l'Institut Gorée qui souhaite inverser le mode de diffusion de l'information, qui depuis des décennies se fait selon l'axe Nord Sud, le Sud se cantonnant de « consommer » les informations sans aucune opportunité de débat ou de remise en question avant finalisation. Désormais, l'Institut se positionne dans la production de l'information destinée au monde par des institutions africaines, avec une rigueur scientifique. Sous ce rapport il faut rappeler les partenariats tissés avec les instituts de recherche africains mais aussi européens (CERAG, GRIP) et le monde universitaire.

C. Dialogue politique

Le dialogue est le poumon de la démocratie. Aujourd'hui il est noté souvent des crises politiques en Afrique en général du fait d'un défaut de dialogue et d'une incapacité des acteurs politiques à instaurer des cadres de discussions dédiés à la promotion du consensus. En initiant une rencontre annuelle et en invitant plusieurs parties prenantes aux processus politiques en cours dans les États africains, l'Institut cherche à promouvoir le dialogue politique, les échanges et les interactions sur diverses questions qui, si elles sont occultées, peuvent constituer les germes d'une instabilité profonde et structurelle dans un pays.

D. Cadre d'interaction avec les autorités publiques

Toutes les questions ne sont pas susceptibles d'être traitées par les pouvoirs publics en parfaite intelligence avec les autres partenaires au sein d'un pays. Il peut arriver, pour plusieurs raisons, qu'un État mette en place une

politique ou prenne des orientations sans consulter certaines couches de la population. Souvent, le Symposium est une bonne occasion pour traiter certaines questions et donner l'opportunité à la société civile de faire le point sur certaines orientations nationales des États africains et d'en faire l'inventaire. Rappelons que durant chaque Symposium, les acteurs étatiques sont conviés. De ce fait, une interaction riche et productive peut avoir lieu et permettre aux différentes parties prenantes aux processus politiques en cours de se prononcer sur certains débats de l'heure.

E. Participation aux processus politiques en cours en Afrique : la Côte d'Ivoire post crise

Un Symposium annuel n'aurait de sens que s'il reste en adéquation avec les enjeux en cours. Ainsi, l'Institut Gorée souhaite un Symposium nullement désincarné mais qui peut ponctuellement donner son avis sur une question contemporaine. Lors de la crise ivoirienne, post électorale de 2010, l'Institut Gorée a délocalisé le Symposium à Abidjan, ceci afin de « prioriser » la question des crises électorales et de passer en revue les difficultés auxquelles la Côte d'Ivoire est en train de faire face dans un contexte post électoral fragile. En organisant le Symposium annuel en 2011 en Côte d'Ivoire, l'Institut Gorée a voulu renforcer son image d'institution panafricaine, mais surtout participer à sa manière (par le dialogue et la facilitation), à la réconciliation et à la reprise d'une dynamique nationale, de concorde en Côte d'Ivoire. Durant cette rencontre, par exemple, il fut beaucoup évoqué les limites objectives de la société civile ivoirienne du fait de son manque de neutralité durant la crise post électorale. L'une des plus fortes recommandations, transformée d'ailleurs en une Déclaration fut l'initiation d'une Charte de la société civile africaine.

F. Les publications

La publication est une suite logique à la recherche qui, comme on l'a dit, est une thématique transversale à tous les programmes de l'Institut. Il est donc important de s'investir dans la publication pour une bonne diffusion des produits de la recherche. Depuis l'institution du Symposium annuel, plusieurs publications sont officiellement lancées, durant ces rendez-vous annuels qui servent de prétexte. On peut citer les publications suivantes :

- Élections, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest.
- Systèmes de conflits et Enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest.
- L'état de la gouvernance en Afrique de l'Ouest.
- Sécurité humaine, Démocratie et Stabilité dans l'espace CEDEAO.
- Actes du 4ème Symposium annuel : Stabilité démocratique : solution à la consolidation de la Paix.

G. La prise en charge du volet culturel : la participation des « Slameurs » à travers le concept « Vendredi Slam »

La culture est un des attributs de la puissance selon les spécialistes des relations internationales. Par ailleurs, l'Institut Gorée, en plus d'être dédié aux questions de Démocratie et de Développement, s'intéresse au fait culturel, au point d'ériger un département destiné à la promotion et à la valorisation de la créativité artistique et littéraire. C'est dans ce sens que plusieurs actions sont menées. Le Symposium annuel est un cadre, une opportunité pour vivifier cet axe d'intervention de l'Institut Gorée. Ainsi, une initiative originale fut prise, consistant à faire participer des « slameurs » du Groupe Vendredi Slam à plusieurs Symposiums. Le « slam » est une variante du rap, mais avec un style plus poétique, des textes plus profonds et mieux travaillés ainsi qu'une diversité du point de vue de ceux qui animent le groupe. En effet, on y retrouve des Sénégalais, des Congolais, etc. Le principe durant le symposium est d'inviter les « slameurs » qui prennent part anonymement aux présentations et aux débats afin de pouvoir traduire dans le langage et le style du « slam », les concepts et les idées débattus.. Des soirées sont ensuite animées par ces « slameurs » durant lesquelles prennent part les participants au symposium. Les textes déclamés par les « slameurs » vont tourner autour des concepts de Gouvernance, de Paix, de Sécurité, de Développement, de Stabilité. Ainsi donc, le volet culturel est parfaitement bien pris en charge en ce que les acteurs culturels que sont les « slameurs » se sont appropriés tous ces concepts et seront par conséquent engagés à la cause de la Démocratie, du Développement, de la Paix, de la Stabilité, de la Gouvernance, etc. Par ailleurs, ces soirées ont été une belle opportunité pour le groupe « Vendredi Slam » qui a pu faire de belles rencontres et par là même se faire convier à une rencontre culturelle internationale, le Festival Dancing Another World qui s'est tenue à Johannesburg en Avril 2014.

VI. Recommandations issues des différents Symposiums

L'organisation des quatre symposiums a donné lieu à une profusion de recommandations que nous pouvons répartir selon que celles-ci s'adressent à l'État, à la Société civile, aux institutions internationales, à Gorée Institute ou aux médias et en fonction des concepts phares intéressant l'Institut de Gorée : Paix, Sécurité humaine, Gouvernance, Démocratie, Élections, Assistance électorale, Stabilité institutionnelle, Prévention des conflits, Genre. Le tableau suivant en présente le récapitulatif :

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Démocratie	l'utilisation des technologies d'information et de communication dans le renforcement de la démocratie et de la stabilité en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la recherche, il faut penser à l'aspect sécuritaire des données et des utilisateurs. En outre, il peut se poser le problème de la manipulation des chiffres. Tout dépend donc de la probité, de la fiabilité et de la sincérité de ceux qui ont en charge le traitement de l'information. 	1
			<ul style="list-style-type: none"> • En Afrique, les TIC, du fait de la fracture numérique sont un luxe. Il faut démocratiser cet outil et pour ce faire, il faut avant tout une volonté politique clairement exprimée. 	2
			<ul style="list-style-type: none"> • L'alphabétisation est à prendre en considération, surtout dans le contexte africain où plus de 60% de la population n'est pas alphabétisée. La manipulation des TIC exige une alphabétisation. Il faut que les expériences réussies puissent servir d'exemples et soient capitalisées. 	3
État	Démocratie	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Pour consolider la démocratie en Côte d'Ivoire il faut éviter les erreurs des pères fondateurs c'est-à-dire cette confusion qui aujourd'hui mène à une guerre des héritiers. 	4
			<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les programmes d'éducation à la démocratie aussi bien pour les citoyens que pour les acteurs politiques en favorisant les valeurs qui nous sont propres. 	5
			<ul style="list-style-type: none"> • De même l'alternance doit avoir lieu au niveau du sommet mais également au niveau des partis politiques. 	6
			<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la démocratie interne des partis politiques où les débats contradictoires sont également difficiles d'où leur instabilité. 	7

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Élection	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> Il est important de revoir les dispositions juridiques avant les élections, examiner toutes les réformes juridiques entreprises avant la période électorale 	8
			<ul style="list-style-type: none"> Il est nécessaire de procéder à des réformes électorales, il faut cependant définir les contours de cette réforme. 	9
État	Élection	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> pour les organes de gestion des élections, il est important de définir trois critères principaux : leur permanence, leur niveau d'autonomie financier et décisionnelle et enfin leur composition. Il est important d'avoir une législation qui les protège de l'ingérence politique et qu'il leur donne une autonomie pour qu'ils puissent aller vers une professionnalisation. Les profils des membres des commissions ainsi que leurs trains de vie sont à prendre en compte. Il faut les mettre à l'abri de toute tentative de corruption. 	10
			<ul style="list-style-type: none"> Les populations dans la publication des résultats, ont besoin d'être informées sur les résultats de leurs bureaux de vote. 	11

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Élection	Les succès de la mission d'observation sécuritaire de la CE-DEAO lors de l'élection présidentielle au Togo	<ul style="list-style-type: none"> Il faut envisager la possibilité d'exclure de toute MOS les officiers supérieurs ressortissants de pays qui n'ont pas accepté de recevoir une MOS. Il est impératif d'impliquer le Parlement ou d'autres institutions dans le processus d'acceptation de la MOS pour que ce qui s'est passé en Guinée ne se renouvelle plus dans un autre pays de la CEDEAO. Il faut explorer le modèle de l'armée sénégalaise qui a créé des cellules juridiques au niveau des États majors et aussi initié des programmes de formations au niveau des écoles de formation. Il faut toutefois noter que la vocation de l'armée n'est pas de s'immiscer dans le processus électoral, mais plutôt de mettre à disposition ses moyens. 	12
État	Élection	Le cadre légal et institutionnel de la paix et de la sécurité en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> L'Afrique ne peut pas se permettre d'investir autant de moyens dans les processus électoraux alors que le développement fait défaut, les populations n'ont pas accès aux ressources. Il faut penser à reformuler la problématique des élections et de la démocratie car malgré un arsenal juridique, les difficultés demeurent. Il faut réfléchir sur le cadre juridique de la CEDEAO et voir là où se situent les faiblesses afin d'y remédier. Il est nécessaire de diffuser tous les documents régissant son fonctionnement afin que le grand public puisse mieux comprendre les missions qui lui sont adjointes. 	14
				15

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre des réformes du système de sécurité. 	16
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les cadres de dialogue politique, de concertation et la médiation entre les parties prenantes dans les crises sociopolitiques en Afrique de l'Ouest. 	17
			<ul style="list-style-type: none"> • Redynamiser le fonctionnement des institutions des partis politiques. 	18
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'État-Nation. 	19
			<ul style="list-style-type: none"> • Résoudre les questions identitaires à travers des consultations et dialogues nationales. 	20
État	Démocratie	Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • Accéder à une meilleure distribution et une meilleure répartition des richesses. 	21
			<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration des programmes de financement des partis politiques. 	22
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le leadership des partis politiques. 	23
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des organes chargés de la gestion des élections. 	24
			<ul style="list-style-type: none"> • Mener des recherches en vue de proposer des champs d'action pour la consolidation de la paix et de la sécurité. 	25
			<ul style="list-style-type: none"> • Approfondir les processus démocratiques. 	26

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les actions visant l'éducation et la sensibilisation civique et citoyenne des populations. • Mettre en place des systèmes politiques forts. 	27
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les partis politiques sur la nécessité de préserver la cohésion sociale. 	29
			<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mécanismes pour gérer les conflits et leurs effets (Violences verbales, physiques et sexuelles qui naissent pendant les élections). 	30
			<ul style="list-style-type: none"> • Construire des institutions fortes pour la gestion du processus électoral. 	31
État	Démocratie	Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • Les systèmes politiques africains connaissent 4 crises principales : <ul style="list-style-type: none"> - Légitimité - Leadership - Répartition des richesses - Identité <p>La décentralisation aurait pu atténuer cette crise et remédier aux dysfonctionnements. Cependant le processus entrepris la plupart du temps à partir des années 90 est lui aussi vicié. Il est primordial de définir des mécanismes de protection et de gestion des minorités. De même, il faut des institutions fortes mais également penser au financement des partis politiques et à la gestion des carrières dans l'administration afin d'éviter sa politisation.</p>	32

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Élection	Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • La question de la répartition des ressources est à reconsidérer avec beaucoup de minutie car les causes des instabilités sont à chercher dans cette thématique, plus que dans les processus électoraux. 	33
			<ul style="list-style-type: none"> • Au Kenya, l'organisation d'une élection présidentielle a conduit à un conflit et à une instabilité. Il faut s'attaquer aux causes profondes des conflits. 	34
État	Élection	Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la légitimité de l'État. 	35
			<ul style="list-style-type: none"> • Penser à une mise en synergie des ressources. 	36
			<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser la décentralisation comme pouvant être un palliatif. 	37
			<ul style="list-style-type: none"> • Eviter le communautarisme. 	38
			<ul style="list-style-type: none"> • Corriger les disparités et les clivages. 	39
			<ul style="list-style-type: none"> • Transcender les différences ethniques et historiques. 	40
			<ul style="list-style-type: none"> • Repenser les programmes d'éducation en faisant recours à l'éducation civique. 	41

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Élection	Les élections, principales menaces à la situation de la paix relative en Afrique de l'Ouest	• Créer des conditions d'accompagnement du processus postélectoral notamment au niveau régional.	42
			• Prendre les dispositions nécessaires pour que le cycle électoral soit respecté en chacune de ses étapes.	43
			• prendre en compte les observations et recommandations issues des rapports de la société civile et des missions d'observation suite à la tenue d'élections.	44
			• Respecter les accords internationaux et régionaux ratifiés ainsi que les lois nationales adoptées.	45
			• Renforcer les missions d'observation de long terme (phases pré et post électorales).	46
État	Élection	Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	• Créer les conditions nécessaires pour que les élections en Afrique de l'Ouest ne constituent plus des risques majeurs de sécurité et des sources de conflits.	47
			• Organiser des élections de qualité (donner un véritable sens au vote des citoyens).	48
			• Pour le Niger, Instaurer une transparence dans les élections, valoriser les compétences, le pays doit produire ses propres cadres pour que l'Etat contrôle ses ressources, sensibiliser les militaires et les faire adhérer au principe de la neutralité politique de l'armée.	49

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Genre	Rôle de la société civile dans l'harmonisation des cadres normatifs et institutionnels de gestion des élections au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> Il est urgent de renforcer la recherche relativement à la capacitation des OSC sous le prisme du Genre. De même, harmoniser les textes pour la présence effective des femmes dans les instances de décision. 	50
			<ul style="list-style-type: none"> Tenir compte de la dimension genre dans la composition de la CDVR. 	51
État	Genre	Rôle de la société civile dans l'harmonisation des cadres normatifs et institutionnels de gestion des élections au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre effective des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies 	52
			<ul style="list-style-type: none"> Lutter contre toutes les formes de violences à l'égard de la femme. 	53
			<ul style="list-style-type: none"> Eriger un monument en hommage aux femmes victimes de la crise post électorale. 	54

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut prendre, à côté de la pauvreté comme facteur confictogène, la question de la mauvaise répartition des ressources. De même, il faut des mécanismes dissuasifs afin que les États soient obligés de respecter le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne gouvernance. 	55
État	Gouvernance	Les défis de la paix et de la sécurité humaine en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau national, chaque État membre doit mettre en place des Commissions nationales de lutte contre les ALPC, ceci serait une solution pour l'instauration de la paix. Il faut aussi ratifier la Convention contre la prolifération des ALPC et que tous les acteurs aient une position commune par rapport à cette question. 	56
			<ul style="list-style-type: none"> • Le trafic de drogue est un défi qui est sous jacent mais qui mérite qu'on le prenne en charge en tant que facteur potentiel d'instabilité. 	57
			<ul style="list-style-type: none"> • Installation du CNP conformément à la loi sur la presse et l'amener à jouer pleinement son rôle de contrôle de la gestion des entreprises de presse. 	58
			<ul style="list-style-type: none"> • Révision du cahier des charges des radios de proximité pour leur permettre de diffuser l'information et travailler tranquillement sur la thématique de la réconciliation. 	59
État	Gouvernance	Les défis de la paix et de la sécurité humaine en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le contrôle des autorités de régulation sur le contenu des médias internationaux dont l'agenda n'est pas toujours conforme aux intérêts nationaux. 	60

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Gouvernance	Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.	<ul style="list-style-type: none"> Il faut éviter cette tentation d'ériger les expériences nationales en modèles au risque d'effacer le citoyen derrière les institutions. La promotion des instruments de gouvernance économique et sociale dans nos États pour garantir la gouvernance des richesses sociales. 	61
			<ul style="list-style-type: none"> Pour que tous les acteurs participent au développement national il faut réfléchir sur un accès aux médias à toutes les populations et pas uniquement aux politiques. Les médias doivent être au service de la démocratie et des droits humains avec l'expression des opinions plurielles et non des opinions des gouvernants du moment. Un effort de réflexion est nécessaire. Nous sommes en démocratie et nous devons laisser s'exprimer d'autres opinions. 	62
État	Médias	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Implication des médias dans la prévention des crises et des conflits en Afrique de l'Ouest : défis à relever face aux nouvelles formes de menaces.	<ul style="list-style-type: none"> Les États doivent permettre l'accès des médias à l'information dans les administrations et ailleurs pour éviter aux journalistes d'inventer l'information. Nous devons interpeller la CEDEAO dont les médias doivent constituer un axe stratégique. Envisager une approche pour mettre en place un mode médiatique à la portée d'un public analphabète, vulnérable pour les aider à se situer et à se protéger, trouver un mécanisme qui permet à la population locale d'avoir les mêmes informations que les populations urbaines. 	63
			<ul style="list-style-type: none"> Les médias doivent être au service de la démocratie et des droits humains avec l'expression des opinions plurielles et non des opinions des gouvernants du moment. Un effort de réflexion est nécessaire. Nous sommes en démocratie et nous devons laisser s'exprimer d'autres opinions. 	64
			<ul style="list-style-type: none"> Les États doivent permettre l'accès des médias à l'information dans les administrations et ailleurs pour éviter aux journalistes d'inventer l'information. Nous devons interpeller la CEDEAO dont les médias doivent constituer un axe stratégique. 	65
			<ul style="list-style-type: none"> Envisager une approche pour mettre en place un mode médiatique à la portée d'un public analphabète, vulnérable pour les aider à se situer et à se protéger, trouver un mécanisme qui permet à la population locale d'avoir les mêmes informations que les populations urbaines. 	66

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Paix	Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> La question de la réconciliation en Côte d'Ivoire et du dialogue avec l'opposition doit être inscrite dans l'agenda du chef de l'État. 	67
			<ul style="list-style-type: none"> L'Afrique doit s'inscrire dans le cadre d'États modernes afin d'éviter les difficultés, ce qui permettra de maîtriser les processus et de mieux les comprendre. 	68
État	Prévention des conflits	Comment la sous-région pourrait-elle mieux organiser la médiation des conflits liés aux élections	<ul style="list-style-type: none"> Il faut renforcer les organes de gestion des élections. 	69
			<ul style="list-style-type: none"> Il faut professionnaliser ces organes. 	70

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Prévention des conflits	Impact de la religion et de l'ethnicité dans la réconciliation et la reconstruction nationale	<ul style="list-style-type: none"> l'ethnie n'est rien d'autre qu'un construit relationnel et une narration. Par exemple les Dioulas : le vocable Dioula signifie « commerçant » en langue Mandingue et pourtant dans le temps, il s'est objectivé en tant qu'ethnie en Côte d'Ivoire. Il se pose donc un problème de caricature et une analyse réductrice de la question. Quand une ethnie est majoritaire dans une activité, on a tendance à l'assimiler à cette activité, comme ce fut le cas avec les Dioula. L'ethnie et la religion ne sont pas des données structurelles, elles ont été principalement le fruit de manipulation et d'instrumentalisation pour permettre d'avoir accès à des ressources et au pouvoir. Il faut reconnaître qu'historiquement, il n'y avait pas une parfaite harmonie au sein des sociétés africaines. Pour ce qui concerne les questions liées à la religion et à l'ethnie, le rôle des OSC est secondaire, il appartient d'abord à l'État d'y apporter des solutions. 	71
			<ul style="list-style-type: none"> La présence transfrontalière de certaines ethnies en Afrique remet en question la réalité de la nationalité telle que proposée dans un cadre purement étatique. Il faut donc développer la question de la citoyenneté et se méfier de la classe intellectuelle qui a plus tendance à brasser ces notions sans aucune prise avec la réalité. 	72
			<ul style="list-style-type: none"> Dans chaque pays, on peut mener des études anthropologiques et élaborer par la suite une stratégie, ceci afin de faciliter les rapprochements ethniques et religieux. 	73

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Prévention des conflits	Impact de la religion et de l'éthnicité dans la réconciliation et la reconstruction nationale	<ul style="list-style-type: none"> Il faut se rappeler les origines des différents groupes ethniques et les mettre en valeur. Il n'est pas normal que l'Afrique de l'ouest se déchire au nom d'une Vérité venue d'ailleurs que l'on nomme la Démocratie. En outre, il faut savoir qu'il y a des arrangements, des pactes de non agression et des actes de paix sociale qui se décidaient en Afrique de l'ouest. Il est donc urgent de mieux les connaître et de les valoriser. 	74
			<ul style="list-style-type: none"> Il faut mettre en avant les langues partagées comme force des communautés sénégalaises. La gouvernance doit jouer son rôle d'avant-garde et de veille sur les groupes religieux et les élections, se prononcer sur chacun des éléments de dérèglement. Il faudrait croiser les données des outils de mesure de la gouvernance avec d'autres indices pour avoir plus de réactivité de ces instruments de mesure. Il est temps d'avoir nos propres modèles de financement de nos économies car un financement américain implique forcément l'application du modèle américain. 	75
État	Prévention des conflits	Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> Pour le problème identitaire gambien il faut explorer et documenter le débat, prendre en compte les identités et associer des minorités à la conduite des affaires. le mode de scrutin législatif est à dépersonnaliser et à remettre en cause quand le député doit son élection au président de la république, chef de parti. 	76
			<ul style="list-style-type: none"> Pour le problème identitaire gambien il faut explorer et documenter le débat, prendre en compte les identités et associer des minorités à la conduite des affaires. 	77
			<ul style="list-style-type: none"> le mode de scrutin législatif est à dépersonnaliser et à remettre en cause quand le député doit son élection au président de la république, chef de parti. 	78
			<ul style="list-style-type: none"> Pour le problème identitaire gambien il faut explorer et documenter le débat, prendre en compte les identités et associer des minorités à la conduite des affaires. 	79
			<ul style="list-style-type: none"> le mode de scrutin législatif est à dépersonnaliser et à remettre en cause quand le député doit son élection au président de la république, chef de parti. 	80

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • Une approche par les programmes scolaires (travaux de cheikh Anta sur l'Égypte ancienne, manuscrits de Tombouctou sur l'aspect éthique de la gouvernance) pour mettre en évidence les sources africaines. 	81
État	Stabilité institutionnelle	Le renforcement des institutions en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une incompatibilité entre la redevabilité et l'indépendance. Une personne qui est nommée par le président de la République lui est redevable en Afrique. Il se pose aussi la question de la démocratie au sein des partis politiques dans la mesure où on ne peut pas exiger une démocratie au plan macro si au niveau micro celle-ci ne fonctionne pas. 	82
			<ul style="list-style-type: none"> • Il ne faut pas opposer société civile et société politique mais il faut faire une distinction car les deux Sociétés n'ont pas les mêmes objectifs. 	83
			<ul style="list-style-type: none"> • En s'inspirant de l'exemple Sénégalais, il faut fixer définitivement et de manière claire les règles de dévolution du pouvoir politique dans la constitution de chaque pays. 	84
			<ul style="list-style-type: none"> • Faire face au fondamentalisme religieux comme menace à la stabilité démocratique. 	85
État	Stabilité institutionnelle	Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Le rôle des forces externes aux pays d'Afrique dans la déstabilisation doit être étudié, elles font de l'instabilité un vrai marché : les drogues et armes légères viennent d'ailleurs, on se demande qui dirige l'Afrique réellement. 	86

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
État	Stabilité institutionnelle	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de vue macro économique il faut réinventer l'État africain, en faire un État dont la population se trouve à la maison et se sent chez elle. 	87
			<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la stabilisation de nos États à travers l'éducation citoyenne par des programmes d'éducation civique et politique qui seront mis en oeuvre. 	88
			<ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des capacités des forces armées de défense de nos États en matière de démocratie et des droits de l'homme. 	89
			<ul style="list-style-type: none"> • Les discours sur la stabilité démocratique doivent être source de motivation supplémentaire, permettant l'amélioration des conditions de vie de nos populations de manière significative et d'atteindre un niveau de développement humain durable avec un accès des populations aux services sociaux de bases, sinon il reste inutile de parler d'alternance politique, d'élections, de démocratie ou d'institutions fortes. 	90
Gorée Institute	Assistance électorale		<ul style="list-style-type: none"> • Il faut une évaluation du cycle électorale à travers une approche systémique. 	91
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut un renforcement des capacités intégrales de toutes les parties prenantes. 	92

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Gorée Institute	Gouvernance	La nature de l'État et la problématique de la Nation : quelles perspectives pour la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest ?	<ul style="list-style-type: none"> En Afrique de l'ouest on est constamment en face de la problématique de l'État importé, de l'État « clef en main ». C'est sous ce rapport que Gorée Institute doit se positionner en tant que Centre de recherche afin de redéfinir un certain nombre de concepts et de paradigmes, les relations qui existent entre les élites anciennement colonisées et la puissance coloniale. Il faut donc penser un nouveau modèle, identifier une certaine problématique : comment aider les pays africains à passer de l'État d'indigence à une belle vie ? Il faut penser à former les jeunes et les femmes, évaluer toutes les institutions, encadrer les partis politiques, capaciter les médias, etc. 	93
Gorée Institute	Stabilité démocratique	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.	<ul style="list-style-type: none"> Gorée Institute devrait organiser un symposium pour la société civile pour définir une stratégie avec laquelle on peut développer les sociétés civiles dans les pays de la CEDEAO. Gorée Institute doit organiser une rencontre pour procéder à l'évaluation de ce qui a été fait. 	94 95

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Gorée Institute	Stabilité démocratique	Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> l'institut de Gorée est en train de beaucoup travailler sur le processus électoral et de renforcer la société civile dans le cadre de l'observation des élections. On sait qu'en Afrique de l'ouest il y'a deux centres : le Koffi Annan Training Center et le centre de Bamako. Le Koffi Annan Training Center dispense ses formations surtout en anglais, ce qui limite l'accès aux francophones et aux lusophones. Gorée Institute pourrait jouer un rôle de relais pour la société civile francophone et essayer de former dès à présent des observateurs domestiques en français ou en portugais et conforter sa position de pilier en la matière. 	96
Institutions internationales	Élection	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> Il faudrait fixer un calendrier pour la réalisation de toutes les recommandations exprimées, ainsi qu'une road map. la CEDEAO doit identifier les bonnes pratiques et les promouvoir. 	97
Institutions internationales	Élection	Les succès de la campagne électorale pour les changements de comportements par la société civile ivoirienne dans le cadre du processus électoral.	<ul style="list-style-type: none"> La question du financement est à prendre en compte car l'on a noté que du fait d'une mise à disposition tardive des financements par certains partenaires financiers, certaines OSC ont refusé de collaborer. Il est pertinent de réfléchir sur le rôle des partenaires techniques financiers dans le mode de financement. Ainsi, dans le but de parer à tout blocage, il est important de faire un fundraising vers les organisations et partenaires techniques et financiers qui ne sont pas basés dans le pays, ce qui ôte toute possibilité de manipulation. 	98
				99

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Gorée Institute	Gouvernance	Les élections, principales menaces à la situation de la paix relative en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'Unité d'assistance électorale de la CEDEAO 	100
Institutions internationales	Gouvernance	Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Pour que l'Afrique puisse marquer son territoire et l'aménager en fonction de ses intérêts et de son histoire, nous devons repenser les paradigmes et arriver à des organisations de 3ème générations avec une capacité d'intelligence. • Il est nécessaire aujourd'hui d'avoir une organisation africaine de troisième génération : une organisation capable d'analyser, de donner des éléments de solution avec un pouvoir politique pour exécuter les décisions. L'ECOMOG est un exemple malheureusement limité à deux ou trois États obligés de ponctionner sur leur sécurité intérieure pour son fonctionnement. • Il faut mettre à contribution le Conseil des Sages de la CEDEAO. 	101
Institutions internationales	Prévention des conflits	Comment la sous-région pourrait-elle mieux organiser la médiation des conflits liés aux élections	<ul style="list-style-type: none"> • En Guinée, la médiation fut marquée par une absence de l'institution sous-régionale en l'occurrence la CEDEAO. Seule la communauté internationale à pris les choses en main alors que l'initiative devrait revenir à la CEDEAO, soutenue par la communauté internationale. 	102
				103
				104

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Institutions internationales	Prévention des conflits	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Au delà des défis qu'on rencontre, il faut savoir que sans les hommes il y a pas d'institutions. La confiance est au dialogue la même chose que le pardon à la justice conditionnelle ou l'intime conviction à la loi. 	105
Institutions internationales	Stabilité institutionnelle		<ul style="list-style-type: none"> • Il faut une approche holistique pour mieux aborder la sécurité humaine et la stabilité en Afrique de l'ouest et avoir une vue plus large par rapport à la gouvernance, aux questions de développement sinon des aspects importants risquent de ne pas être pris en compte. Il faut également nuancer la question des ressources comme facteurs conflictogènes, il s'agit plutôt de la gestion de ces ressources (uranium au Niger, pétrole au Nigéria, etc.). En outre, la question de la RSS mérite d'être nuancée car les manifestations du secteur de sécurité varient selon les pays. Il y a aussi un besoin de réformer le Traité de la CEDEAO car il y a une pluralité de normes et de Protocoles qui sont dissociés et restent encore inconnus. La société civile fait plus de plaidoyer pour faire connaître les Traités, Protocoles et actes de la CEDEAO, que la CEDEAO elle même. 	106

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Institutions internationales	Stabilité institutionnelle	Le renforcement des institutions en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> Il faut une exploration sérieuse des thématiques Légitimité et Légalité sous le rapport des institutions en Afrique. Dans la même veine, il faut davantage explorer l'application du principe de séparation des pouvoirs afin de renforcer les institutions. 	107
			<ul style="list-style-type: none"> La présentation est principalement axée sur l'étude des institutions sous l'angle de la sociologie, il faut également explorer la question sous l'angle politique et juridique. Il est noté souvent une création à dessein d'institutions qui s'empêtrent, qui sont stériles et qui créent une forme de redondance dans la gestion des affaires publiques. Ceci provoque une confusion. Dans ce schéma et dans le cadre de l'instauration des principes de bonne gouvernance, on note une forme de duplicité développée par les pouvoirs publics en créant des institutions qui sont vidées de leur substance. Ex : des corps de contrôle sont créés sans être dotés de moyens en adéquation avec leurs missions. La société civile doit se saisir de ces questions afin de faire un plaidoyer et sensibiliser la population. Le renforcement des institutions étatiques passe par le renforcement des institutions communautaires. Il faut renforcer donc les institutions communautaires. 	108
			<ul style="list-style-type: none"> L'espace CEDEAO vit cette faiblesse des institutions démocratiques. Les intellectuels africains doivent jouer un rôle central dans le processus de démocratisation. Ces derniers mènent un débat très abstrait, qui échappe à la compréhension des citoyens pour qui les politiques sont à priori destinées. 	110

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Médias	Élection	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Nig113	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cycle électoral, les médias jouent un rôle essentiel ; ils sont relativement partisans en cas de contentieux électoral. Il est important qu'ils gardent une certaine neutralité. 	111
Médias	Élection	Existe-t-il des liens entre les processus électoraux, la paix et la sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • Dans son travail de sensibilisation, la presse doit penser à cibler les leaders politiques qui ont des prédispositions à verser dans les manipulations des masses afin de rester au pouvoir ou d'y accéder. 	112
			<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture des médias publics à toutes les opinions, politiques, sociales et culturelles. Notamment aux acteurs sociaux non étatiques (société civile). Cela passe par une révision de la gouvernance des médias d'Etat, notamment au niveau du mode de désignation de leurs dirigeants. 	113
Médias	Paix	Thème de réflexion : Quels rôles pour les médias et les femmes dans le processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire ?	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les entreprises de presse victimes de pillage et de destruction à reconstituer leur outil de travail. Accorder une attention particulière à la question du statut des journalistes, à travers l'application de la convention collective qui doit les mettre à l'abri de la corruption. 	114
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des journalistes sur les thématiques de la réconciliation, l'édification de la paix, le respect des droits de l'homme. Les amener à jouer effectivement leur rôle de veille et de dénonciation des dérives d'où qu'elles viennent. 	115

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Médias	Paix	Thème de réflexion : Quels rôles pour les médias et les femmes dans le processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire ?	<ul style="list-style-type: none"> • Conception d'un mécanisme de collaboration entre les médias et les structures impliquées dans le processus de réconciliation en vue d'une plus large information des populations. 	116
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des journalistes en matière de traitement de l'information dans l'optique d'une plus grande professionnalisation des médias. 	117
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du eadership des organisations professionnelles de la presse. (Renforcement des capacités des organisations, formalisation de la plateforme des organisations professionnelles et des instances de régulation et d'auto régulation). 	118
Médias	Stabilité institutionnelle		<ul style="list-style-type: none"> • Les médias également ont un rôle central à jouer dans le cadre du respect des normes démocratiques, début de solution pour l'instauration de la paix et de la stabilité en Afrique de l'ouest. 	119
Médias	Stabilité institutionnelle	Le renforcement des institutions en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Si l'opinion publique est assez forte, il sera possible de peser sur la régulation et le jeu entre tous les acteurs. Le rôle des médias dans ce cadre est stratégique. 	120

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> La société civile ne doit pas être caporalisée, il doit y avoir un partenariat entre tous les acteurs. Ceci étant, en matière de démocratie, on doit revenir à la notion d'éducation à la citoyenneté pour avoir des citoyens capables de comprendre les programmes, le développement et de demander des comptes aux dirigeants. 	121
Société civile	Démocratie	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever La démocratie n'est pas figée et peut jouer des tours. Nous avons l'exemple du mali où un groupe de fous a déstabilisé toute une région. Au sujet du printemps arabe, pendant des décennies il fallait soutenir les régimes en place pour éviter les islamistes, aujourd'hui ils sont arrivés au pouvoir et pire encore de manière démocratique et toutes les élites même internationales sont dépassées. Il faut dès lors tirer des leçons de la démocratie. 	122
			<ul style="list-style-type: none"> les partis politiques doivent intégrer la thématique genre dans leurs dispositifs et la respecter. 	124
		État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> Pour crédibiliser les institutions il faut mettre des personnes crédibles pour les animer. La formation durant la période pré – électorale est indispensable. De même, il faut une synergie des organisations de la société civile dans le choix des modules de formation. Cependant il se pose un problème de suivi et d'évaluation du processus électoral. 	125

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Élection	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> En Guinée, la société civile a joué un rôle important pour que la situation politique ne dégénère pas. Il faut recentrer les actions de la société civile afin qu'elle ne se concentre plus sur les questions superficielles, il faut donc procéder à un changement de paradigme afin de voir la société civile comme actrice principale, centrale, pro active, force de proposition. 	126
			<ul style="list-style-type: none"> Dans ses actions, la société civile africaine se focalise trop sur les questions des droits humains, de bonne gouvernance, de genre alors qu'elle devrait davantage investir les questions de sécurité, de forces de défense, etc. 	127
			Thématiques principales qui ont été identifiées :	128
			- Plaidoyer.	129
		Prévention et gestion des conflits liés aux élections : le cas de la Sierra Léone en 2007	- Renforcement des capacités des OSC, des institutions électorales, etc.	130
			- Mise en place de think tank	131
			Recommandations dans la perspective immédiate 2011 :	132
			• mener une campagne de plaidoyer en relation avec le secteur de la sécurité.	133
			• s'investir dans la recherche/action.	134
			• se pencher sur le mode de levée de financement par les OSC africaines.	135

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Élection	Prévention et gestion des conflits liés aux élections : le cas de la Sierra Léone en 2007	<ul style="list-style-type: none"> • établir une plate forme de collaboration entre les institutions et les OSC africaines. • mettre en place un Centre d'excellence s'inspirant du Kofi Annan Center basé au Ghana. 	136 137
Société civile	Élection	Rôle de la société civile dans l'harmonisation des cadres normatifs et institutionnels de gestion des élections au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> • Le rôle de la société civile c'est de vulgariser les bonnes pratiques pour arriver à leur institutionnalisation et étendre son influence au plan régional dans le but d'en faire des directives. Dans beaucoup de pays africains, le scrutin est à un seul tour, ce qui peut impacter sur la représentativité des élus. Si des normes communautaires existent, il appartient à la société civile de faire un plaidoyer et un lobbying pour leur mise en application. • La société civile doit aussi pouvoir influencer le contexte pour aller vers l'instauration d'un cadre normatif. 	138 139
Société civile	Genre	le rôle des femmes dans le processus de réconciliation nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Les organisations féminines peuvent associer leurs frères et sœurs au mouvement de la paix en organisant : - des cours de formation et des séminaires sur la gestion des conflits, la médiation, le leadership féminin, l'alphabétisation, la micro finance et les activités génératrices de revenus ; - des campagnes de sensibilisation de masse ou de proximité sur la réconciliation ; 	140 141 142

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Genre	le rôle des femmes dans le processus de réconciliation nationale	- des actions de plaidoyer et de lobbying auprès des autorités politiques, militaires, religieuses et surtout auprès des deux camps (RHPD et LMP) ;	143
			- des actions de lobbying lors des rencontres internationales ; - ou apporter un appui juridique et/ou psychosocial aux victimes.	144 145
Société civile	Genre	le rôle des femmes dans le processus de réconciliation nationale	• Former des femmes leaders au sien des organisations féminines de la société civile et des organisations féminines des partis politiques.	146
			• Constituer respectivement ces femmes leaders en réseau afin qu'elles puissent sensibiliser les organisations de base.	147
Société civile	Gouvernance	le rôle des femmes dans le processus de réconciliation nationale	• Mise en oeuvre d'un plaidoyer en faveur du respect de la dépenalisation des délits commis par voie de presse, pour la libération des journalistes incarcérés et le retour de ceux qui sont en exil.	148
			• Renforcer le partenariat médias/société civile en vue de la prise en compte des préoccupations de chacune des parties. Ceci permettrait de créer un vrai contre poids aux pouvoirs publics.	149

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • La notion d'État fragile doit être revisitée car elle est relative. • En ce qui concerne la sécurité, il est nécessaire de créer une pensée africaine avec sa propre lecture. Il existe une attente réelle de l'Union Africaine. « Il vaut mieux travailler en groupe qu'isolément». 	150
Société civile	Gouvernance	Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Par rapport à la pauvreté et l'insécurité, l'Afrique doit repenser par elle-même. Il faut une analyse des problèmes, des éléments de solution et voir la situation dans sa globalité. • Pour le problème de la terre au Sénégal, il faut impliquer toutes les composantes nationales à la définition d'une solution avec un groupe de solution qui va interroger toutes les parties prenantes. 	151
			<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des indicateurs de bonne gouvernance démocratique et des mécanismes de suivi avec l'implication de la société civile comme un système de veille pour éviter des dérives. 	153
Société civile	Gouvernance	Stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'Ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Partout en Afrique de l'ouest et ailleurs, la société civile et la société politique doivent avoir une limite. La vocation d'un acteur de la société civile est tout sauf conquérir et exercer le pouvoir car on perd son indépendance. 	154

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> Le rôle des partenaires techniques et financiers est à interroger, car souvent ils ne s'intéressent pas à la qualité du scrutin, mais baignent dans un fétichisme électoral réel. 	156
Société civile	Paix	Renforcement de la paix et de la sécurité à travers les processus électoraux : quel rôle de la société civile ?	<ul style="list-style-type: none"> Il faut axer la réflexion sur les OSC, leurs rôles, leur composition, leurs missions, l'historique. Dans un contexte d'insécurité, de corruption, il faut une synergie des OSC pour que leurs actions puissent réellement impacter aussi bien à la base qu'au niveau des institutions. 	157
			<ul style="list-style-type: none"> La question de la neutralité des médias est à reconsidérer car en Afrique le public n'est pas assez averti. Aux États Unis par exemple, les médias, notamment les chaînes de télévision prennent position ; cependant le public est assez averti et sait prendre du recul pour ne pas se faire manipuler. 	158
Société civile	Prévention des conflits	État des lieux des consultations électorales et référendaires en 2010 (Guinée et Niger)	<ul style="list-style-type: none"> La société civile doit s'impliquer dans la prévention de toute forme de conflit. C'est elle qui doit être l'instigatrice d'un Code de conduite. C'est également elle qui doit s'occuper de l'éducation à la citoyenneté et appuyer les Commissions électorales. 	159

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Prévention des conflits	Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut regarder dans nos schèmes, nos croyances, notre histoire afin de comprendre le rapport complexe entre l'africain et le pouvoir 	160
			<ul style="list-style-type: none"> • La société civile devrait développer ses capacités en matière de médiation 	161
Société civile	Prévention des conflits	La parole aux acteurs ivoiriens : discussions sur les défis rencontrés par la société civile ivoirienne dans les efforts de réconciliation nationale et les initiatives à envisager	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut renforcer le suivi des processus électoraux afin d'identifier les points d'embrassement 	162
			<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les états généraux de l'Armée. 	163
			<ul style="list-style-type: none"> • Engager la politique d'encasernement et de désarmement. 	164
			<ul style="list-style-type: none"> • Redonner force à la loi en garantissant le respect des droits de l'Homme. 	165
			<ul style="list-style-type: none"> • Corriger les dysfonctionnements du système judiciaire 	166
Société civile	Prévention des conflits		<ul style="list-style-type: none"> • Réviser la Constitution ivoirienne pour son adéquation au Statut de Rome relatif à la CPI. 	167
			<ul style="list-style-type: none"> • Réformer le droit interne pour son harmonisation aux normes internationales. 	168
			<ul style="list-style-type: none"> • Il est nécessaire de sensibiliser les populations davantage. La société civile ivoirienne a besoin de se donner plus de visibilité par rapports aux actes qu'elle pose. 	169

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Prévention des conflits	La parole aux acteurs ivoiriens : discussions sur les défis rencontrés par la société civile ivoirienne dans les efforts de réconciliation nationale et les initiatives à envisager	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut élaborer, à l'issue de la rencontre, un plan d'action stratégique afin de renforcer les capacités des organisations de la société civile ivoirienne. Gorée Institute pourrait accompagner le processus. 	170
			<ul style="list-style-type: none"> • Une prise en compte de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire dans le processus de réconciliation nationale. 	171
			<ul style="list-style-type: none"> • Travailler à la réparation de toutes les victimes. 	172
			<ul style="list-style-type: none"> • Faire du lobbying et des alertes précoces. 	173
			<ul style="list-style-type: none"> • Réfléchir à confier à la société civile ivoirienne la gestion d'une institution publique nationale. 	174
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut un réseautage plus concret des OSC de l'Afrique de l'ouest. 	175
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut une mobilisation pour la représentation politique des femmes. 	176
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut aller toujours vers les populations à la base. 	177
			<ul style="list-style-type: none"> • La CEDEAO doit s'impliquer davantage et s'acheminer vers une CEDEAO des peuples. 	178
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut fixer les responsabilités par rapport aux crimes commis durant la crise et respecter la Justice et les droits humains. 	179
<ul style="list-style-type: none"> • Il faut s'acheminer vers une professionnalisation de la société civile. 	180			

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Prévention des conflits		<ul style="list-style-type: none"> • Il faut chercher à renouer le dialogue. 	181
			<ul style="list-style-type: none"> • Il est urgent de rédiger un Code du Vivre ensemble qui pourrait être élaboré par les OSC ouest africaines. 	182
			<ul style="list-style-type: none"> • L'hétérogénéité ethnique devrait être perçue comme une richesse et non pas comme un handicap. La Charte du Kurukan Fugan de 1236 marque le début de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique de l'ouest. Le modèle qui est actuellement proposé ne convient pas aux sociétés africaines. Historiquement, des pactes de non agression ont été signés entre les ethnies qui vivaient dans l'espace ouest africain. 	183
Société civile	Prévention des conflits	Impact de la religion et de l'ethnicité dans la réconciliation et la reconstruction nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits religieux sont toujours latents en Côte d'Ivoire. Dans la volonté de cultiver une vie en communauté, les OSC devraient prendre en compte cette donne dans la société ivoirienne. En outre, des changements de comportement sont entrain d'être insufflés, la société civile doit s'impliquer davantage et élaborer un certain nombre d'actions dans ce sens. 	184
			<ul style="list-style-type: none"> • Il faut vraiment relativiser les questions religieuses et ethniques en tant que facteurs de division. Chacune de ces entités à sa raison d'être. L'ethnie est une richesse dans la société africaine. C'est plutôt l'instrumentalisation qui en est faite qui pose souvent un problème. 	185

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Prévention des conflits	Prévention des conflits	l'expérience de l'Afrique du Sud dans la réconciliation nationale	<ul style="list-style-type: none"> L'Institut de Gorée doit accompagner les OSC ivoiriennes dans la professionnalisation, le dialogue intergénérationnel et l'institutionnalisation. 	191
			<ul style="list-style-type: none"> Il est urgent de procéder à un travail commun de toutes les OSC africaines pour encourager leur accréditation au niveau des instances africaines, régionales et internationales, il y va de leur crédibilité et de leur légitimité. 	192
Société civile	Prévention des conflits	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Implication des médias dans la prévention des crises et des conflits en Afrique de l'Ouest : défis à relever face aux nouvelles formes de menaces.	<ul style="list-style-type: none"> La CDVR doit aussi avoir un retentissement international pour sa crédibilité. 	193
			<ul style="list-style-type: none"> Une des meilleures contributions que les médias peuvent faire est d'être proactifs et de dénoncer les abus et dérives et en mettant un réseau pour avoir une complémentarité dans la prévention des conflits et la recherche de la paix. 	194
				195

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Prévention des conflits	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> Il ne s'agit pas de reproduire les modèles mais il y'a les best practices. Il faut promouvoir les bons exemples autour de nous par les différentes sociétés civiles pour inspirer des manières de faire. 	196
				197
Société civile	Stabilité institutionnelle	Le renforcement des institutions en Afrique de l'ouest	<ul style="list-style-type: none"> La question de l'intégrité (intentions, engagements et paroles) est centrale pour la paix et la stabilité en Afrique en général. La société civile africaine devrait réfléchir sur une stratégie pour une prise en compte de cette question d'intégrité au niveau des institutions. 	198
Société civile	Stabilité institutionnelle	Thème de réflexion : Garantir la stabilité dans l'espace CEDEAO: quelles stratégies pour la société civile ?	La stabilité doit être analysée sous deux aspects :	
			1. La stabilité dans l'aspect politique.	
			2. La stabilité au niveau sécuritaire.	
			1- La stabilité dans l'aspect politique	
			<u>Au niveau national</u>	
	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'éducation civique. 	199		
	<ul style="list-style-type: none"> Lobbying avec les gouvernements. 	200		

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
			<ul style="list-style-type: none"> • l'observation domestique par les OSC. 	201
			<ul style="list-style-type: none"> • Développer un partenariat fécond entre la société civile et les organisations des Medias. 	202
			<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir les radios communautaire comme instrument des sensibilisation sur les questions de paix et sécurité. 	203
			<u>Au niveau régional</u>	
			<ul style="list-style-type: none"> • Réseautage: la mise en place d'un réseautage efficace et efficace entre les OSC. 	204
			<ul style="list-style-type: none"> • l'institut de Gorée doit prendre la relève des rôles du centre Kofi Annan pour la formation continue des pays francophones. 	205
			<ul style="list-style-type: none"> • Professionnalisme des sociétés civiles. 	206
			<ul style="list-style-type: none"> • Le programme ECOWARN au sein de la CEDEAO doit être élargi à des organisations de la société civile bien structurées, efficaces, efficaces et organisées. 	207
		Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une synergie entre les radios transfrontalières comme instrument de sensibilisation sur les questions de paix et de sécurité. 	208
	Stabilité institutionnelle	Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des observatoires professionnels de la démocratie et des élections pour une alternance pacifique. 	209
			<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles. 	210
Société civile			<ul style="list-style-type: none"> • Le suivi des actions des gouvernants. 	211

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Stabilité institutionnelle	Stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Stabilité institutionnelle et sécurité humaine en Afrique de l'ouest : défis à relever	2- La stabilité dans l'aspect sécuritaire	
			Au niveau national	
			• Développement des relations civilo-militaires (toutes les organisations de la sécurité).	212
			• l'observation domestique par les OSC.	213
			• Promouvoir les radios communautaires comme instrument de sensibilisation sur les questions de paix et sécurité.	214
			• l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de paix et de sécurité.	215
			Au niveau régional	
			• Renforcer les capacités des OSC sur les questions de paix et de sécurité humaine.	217
			• Promouvoir les initiatives économiques et sécuritaires entre les communautés frontalières.	218
			• Organisation d'une réunion annuelle des OSC sur les questions de stabilité et sécurité humaine dans l'espace CEDEAO pilotée par l'institut de Gorée sur les questions des espaces de concertation.	219
• Création d'un cadre permanent de concertation entre les OSC de la société civile et les autorités sur les questions de stabilité et de sécurité humaine.	220			

Institutions destinataires	Concepts phares	Thématiques	Recommandations	Stats
Société civile	Stabilité institutionnelle	Thème de réflexion: Quelles activités à mener entre Gorée Ins-titute et la société civile ivoirienne ?	<ul style="list-style-type: none"> • l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de paix et de sécurité. 	221
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un site WEB pour la promotion de la paix et de la sécurité dan l'espace CEDEAO. 	222
			<ul style="list-style-type: none"> • Introduction dans le cursus scolaire des questions de droits humains, de paix et de sécurité dans l'espace CEDEAO. 	223
			<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes dans les partis politiques doivent incarner un nouveau système renové auquel le peuple aspire. 	224
			<ul style="list-style-type: none"> • Pour capitaliser les acquis, il est recommandé de s'appuyer sur les anciens regroupements d'OSC pour mener les actions proposées ici. 	225

VII. Conclusion

En rapprochant des experts pour l'expression de leurs potentialités et de leurs talents, le premier symposium de l'institut de Gorée avait pour mission d'évaluer le processus de démocratisation enclenché depuis plus de deux décennies en Afrique de l'ouest particulièrement. Cette évaluation devait se faire sur la base de la capacité du processus à pacifier l'espace sur lequel il s'applique. La première édition, sur l'étude des rapports étroits qui peuvent exister entre les processus électoraux en Afrique et les problématiques de paix et de sécurité, a démontré qu'il faut instituer les vertus renforçant la négociation et le consensus en tant que facteurs de cohésion sociale, base de l'épanouissement et de la stabilité des États africains. Le maintien de cette stabilité permanente nécessite l'intégration d'autres paramètres relatifs à la sécurité, la liberté et l'égalité dans un espace démocratique. Au niveau sous régional nous avons observé des contributions remarquables de la CEDEAO dans leur renforcement.

Toutefois, les grands défis demeurent : tentatives de manipulation constitutionnelles et de dévolution monarchique du pouvoir, absence de consensus autour des fichiers électoraux, perte de légitimité de l'État, manque d'appropriation des processus politiques par les citoyens, problèmes liés à la sécurité humaine, fragilité des institutions, mauvaise prise en compte de la religion et de l'ethnicité dans les processus de réconciliation et de reconstruction nationale, faible taux de mise en œuvre des instruments juridiques. Les organisations internationales régionales doivent s'adapter à l'histoire moderne des peuples et se muer en des organisations de troisième génération : des organisations, non des États mais des organisations des peuples, avec une meilleure collaboration avec les sociétés civiles pour une excellente prise en charge des besoins des citoyens ouest africains.

Pour ce faire, les analyses doivent être partagées sur l'impact de la sécurité humaine, de la démocratie et de la stabilité des institutions dans le processus d'intégration dans l'espace sous régionale avec une mise en place d'un cadre de plaidoyer politique pour la consolidation des concepts clés de la démocratie, le renforcement de la sécurité et de la stabilité des institutions. Les conclusions du deuxième symposium sont venues rajouter à ces facteurs l'encouragement des publications sur les thèmes, la prise en compte de la dimension genre et la lutte contre les violences faites aux femmes, le renforcement de leur leadership et de leurs réseaux ainsi que la mise en œuvre effective des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Une réponse a été apportée sur les questions de gouvernance et de sécurité en Afrique de l'ouest à travers une approche pays réalisée par le troisième symposium. Il a fait un état des lieux des principales problématiques, des facteurs explicatifs, des réponses jusque-là proposées par les États, des modes d'expression des limites liées à la sécurité en Afrique de l'Ouest selon les pays. Cette rencontre a été l'occasion de faire un diagnostic des modes d'expression de la mauvaise gouvernance en Afrique de l'ouest.

Dans une vision prospectiviste, les facteurs juridiques, politiques et socioéconomiques qui sont de potentielles causes d'instabilité en Afrique de l'Ouest dans les années à venir ont été répertoriés et analysés par le réseau

d'experts, notamment lors du quatrième symposium. Des défis communs à tous les États ont été identifiés, dans une synergie des actions allant dans le sens de proposer des solutions aux problèmes qui se posent. Des thématiques majeures et des orientations communes ont pu être identifiées dans les réponses apportées, afin de prévenir, de contenir ou de corriger les crises de la gouvernance jusque-là connues ou qui menacent la stabilité de la sous-région, avec une place prépondérante accordée aux organisations continentales et sous-régionales. L'ensemble des 255 recommandations émises ont essentiellement retenu que l'Afrique doit marquer son territoire et l'aménager en fonction de ses intérêts et de son histoire. Les paradigmes sont à repenser pour arriver à des regroupements d'États dotés d'une capacité d'intelligence. L'Afrique doit développer ses modèles propres de financement des économies pour se libérer des modèles imposés par les financements extérieurs.

Enfin, la stabilité démocratique de nos États, pour se pérenniser, exige une consolidation de la paix érigée en constante. En amont, il est souhaitable de réfléchir sur une approche par les programmes scolaires pour mettre en évidence les sources africaines et une diffusion de l'usage des TIC qui ont montré leur contribution dans les contextes de bonne gouvernance mais pèchent par une insuffisance de diffusion, source de fracture numérique et par une alphabétisation déficiente.

Dans son format annuel, le Symposium permet de réfléchir sur les principaux concepts clés autour desquels s'inscrivent les événements de l'année déroulée. Cependant avec l'ouverture croissante de l'Institut à l'internationale et les sollicitations nombreuses du fait de la demande en Afrique de l'ouest notamment en termes de formations et en interventions pré et postélectorales, une organisation tous les deux ans serait plus appropriée du point de vue de la préparation, de la communication et du suivi des recommandations émises. L'Institut gagnerait également à l'image du deuxième symposium organisé en Côte d'Ivoire, à jouer sur la mobilité en Afrique pour une meilleure prise en charge des problèmes touchant les citoyens et pour plus de collaboration avec les sociétés civiles des différents états.

L'organisation des quatre symposiums a aussi été un prétexte pour créer un réseau africain important comprenant plusieurs dizaines d'organisations de la société civile et d'éminents experts de divers domaines mais surtout de 136 membres répartis dans plusieurs États d'Afrique d'où un potentiel culturel considérable ainsi qu'une source d'imagination à partager. La communication doit être entretenue dans ce réseau par la diffusion, à travers un espace du site web et/ou une revue périodique proposant diverses rubriques telles que les publications de l'Institut, l'évolution de la situation politique dans le continent ou des articles diffusés par les membres du réseau.

Les rapports réalisés peuvent être utiles aux organismes de financement disposant de données factuelles combinées, qui pourront être mises en balance avec les analyses structurelles présentées au cours des symposiums. Les analyses dégagées par les ressources présentes lors des rencontres permettront de passer en revue les informations concernant la vulnérabilité structurelle des pays et de mettre en évidence les facteurs spécifiques entraînant des risques élevés.

VIII. Annexes

Déclaration conjointe

Comité de coordination du symposium de Gorée Institute

FOSCAO Côte d'Ivoire

En collaboration avec le Forum des Organisations de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest (FOSCAO Côte d'Ivoire), Gorée Institute organise son IIème symposium annuel à Abidjan, du 26 au 28 Octobre 2011. Le symposium qui se déroulera à l'hôtel Ivotel réunira près de quarante (40) experts de la société civile, des médias et des organisations internationales du Sénégal, de la Guinée, de la Guinée Bissau, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo, du Niger, du Ghana, du Mali et du Burkina Faso.

Le IIème Symposium de Gorée Institute sur le thème « Sécurité Humaine, Démocratie et Stabilité dans l'espace CEDEAO a pour objectifs : Renforcer la collaboration entre la CEDEAO et la société civile dans les domaines de la sécurité humaine, de la démocratie et de la stabilité en Afrique de l'Ouest ; Partager les analyses sur l'impact de la sécurité humaine, de la démocratie et de la stabilité des institutions dans le processus d'intégration dans l'espace CEDEAO ; Mettre en place un cadre de plaidoyer politique pour la consolidation de la démocratie, le renforcement de la sécurité et de la stabilité des institutions.

Les résultats attendus du symposium sont : la création d'un cadre de concertation sous régional sur les questions liées à la sécurité humaine, à la démocratie et à la stabilité ; une publication sur le thème « Sécurité Humaine, Démocratie et Stabilité dans l'espace CEDEAO » ; un plan d'action de la société civile ivoirienne pour le renforcement de la démocratie et du processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire.

En marge de ce symposium, une foire sera organisée à Ivotel le mercredi 26 octobre 2011 à partir de 11h00 pour permettre à toutes les organisations présentes d'exposer leurs publications et divers supports. Au cours de cette journée, la parole sera donnée aux acteurs ivoiriens pour parler des défis rencontrés dans les efforts de réconciliation nationale et proposer des solutions pertinentes.

Des chercheurs ouest africains ont préparé des communications sur les thèmes : 1. Défis de la paix et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest ; 2. Impacts de la religion et de l'ethnicité dans la réconciliation et la reconstruction nationale en Afrique de l'Ouest ; 3. Utilisation des technologies de l'information dans le renforcement de la démocratie et de la stabilité en Afrique de l'Ouest ; 4. Rôle de la société civile dans l'harmonisation des cadres normatifs et institutionnels de gestion des élections au niveau régional ; 5. Renforcement de la stabilité des institutions en Afrique de l'Ouest. Les restitutions des travaux de recherche se dérouleront le jeudi 27 octobre 2011.

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES SYMPOSIUMS DU GORÉE INSTITUTE

Depuis le lundi 24 Octobre 2011, le comité de coordination du symposium a initié des consultations avec la société civile ivoirienne pour échanger sur les perspectives de collaboration entre Gorée Institute et la société civile ivoirienne. Les organisations consultées ont souligné l'importance d'une collaboration à long terme entre Gorée Institute, les partenaires et la société civile ivoirienne notamment dans les domaines suivants : l'approfondissement du dialogue politique, le monitoring de la violence électorale, le développement des capacités en gestion des élections et en gestion du contentieux, la formation des jeunes au leadership politique, le renforcement des statuts des journalistes, le renforcement du processus de réconciliation nationale. Pendant son séjour en Côte d'Ivoire, l'équipe de Gorée Institute rencontrera et échangera avec les acteurs du renforcement du processus démocratique et de la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire.

Gorée Institute et FOSCAO Côte d'Ivoire invitent cordialement toute la presse nationale et internationale à venir couvrir la cérémonie d'ouverture du symposium (mercredi 26 Octobre 2011 à 09h00) et la conférence de presse de clôture (vendredi 28 Octobre à 14h30). A l'issue du symposium, le comité d'organisation fera une déclaration. Il formulera, s'il y a lieu, des recommandations destinées aux instances nationales et sous régionales compétentes.

Gorée Institute et FOSCAO Côte d'Ivoire remercient les autorités ivoiriennes et l'ensemble de la société civile pour les dispositions prises en vue de faciliter son travail.

Fait à Abidjan le 25 octobre 2011

Pour Gorée Institute
M. Breyten Breytenbach
Directeur Exécutif

Pour le FOSCAO
Mme. Nathalie Koné Traoré
Présidente

ANNEXE : 2^{ème} Symposium : rapport de l'équipe de coordination en Côte d'Ivoire

II^{ème} Symposium Annuel

Rapport de l'équipe de coordination



Les membres de l'équipe de coordination du symposium composée de Messieurs : Ibrahima Amadou Niang (Coordonnateur de programme), Cheikh Oumar Sy (Chargé de Communication) et Abdourahmane Sow (Responsable Financier) sont arrivés à Abidjan les 22 et 23 octobre 2011.

Dès son arrivée, l'équipe est allée rendre une visite de courtoisie au FOSCAO CI, partenaire de Gorée Institute dans l'organisation du symposium. Cette rencontre a permis de faire l'état des lieux des préparations et harmoniser les interventions pour une bonne organisation du symposium.

C'est à la suite de cette rencontre que l'équipe de coordination et FOSCAO Côte d'Ivoire ont fait des rencontres de consultations des parties prenantes ivoiriennes en amont du symposium. Les organisations consultées durant cette phase sont : Le NDI (National Democratic Institute), La Fondation FRIEDRICH EBERT STIFUNG, Le Syndicat des journalistes SYNAPPCI, La COSOPCI, La RAIDH (Droits de l'Homme), le WANEP, l'OICG, le REPSFECO et la COFEMCI. Ces rencontres ont permis à l'équipe de coordination d'expliquer le choix de la Côte d'Ivoire pour l'organisation du 2^{ème} symposium de Gorée Institute, de décrire les actions précédemment menées par Gorée Institute à l'endroit de la société civile ivoirienne, de recueillir les avis des parties prenantes sur le type d'activités que pourrait mener Gorée Institute en partenariat avec les acteurs de la société civile ivoirienne, d'échanger sur la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire. Ces rencontres ont permis de recueillir les avis suivants :

- Les législatives prévues le 11 décembre devraient être reportées pour permettre à tous les partis politiques d'y prendre part. Tous les efforts doivent être déployés pour faire en sorte que le FPI prenne part à ces élections car une assemblée nationale unicolore serait un frein au processus de réconciliation nationale ;
- Les priorités dans la période post-crise sont : les problèmes liés au foncier rural, les questions d'identité et de citoyenneté, la sécurisation, la réconciliation nationale, les réformes (armée/institutions),

l'instauration d'un vrai dialogue, l'enseignement des règles du jeu électoral, le monitoring de la violence électorale, le développement des capacités en gestion du contentieux électoral, la redynamisation des programmes de réduction des armes légères, le désarmement/démobilisation/réinsertion ;

- La Fondation Ebert Stiftung possède un curriculum de formation des jeunes au leadership politique. Ce curriculum comprend 23 thématiques ;
- Le cadre macroéconomique d'exercice du métier de journaliste en Côte d'Ivoire pose problème. Il est donc urgent d'organiser les États Généraux de la presse. Gorée Institute devrait songer à faciliter le Renforcement des statuts des journalistes en Afrique de l'Ouest ;
- La COSOPCI prévoit d'organiser un colloque sur la réconciliation nationale à Abidjan, au mois de décembre 2011 ;
- Gorée Institute devrait organiser un Ndaje sur le thème : Partage d'expériences sur les initiatives de réconciliation nationale en Afrique. Cette rencontre devra réunir les acteurs ivoiriens avec ceux des commissions de réconciliation d'Afrique du Sud, du Rwanda, de la Guinée, du Togo, etc. ;

Les avis recueillis lors de ces rencontres ont permis de rédiger une déclaration conjointe FOSCAO – Gorée Institute qui a été lue lors d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Ivotel le mardi 25 octobre 2011.

Après la conférence de presse, l'équipe de coordination et le FOSCAO CI ont rendu visite au Ministère de l'Intégration (Assurant la présidence du Symposium) et au Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques (parrain du symposium) pour les remercier de leur soutien et faire un plaidoyer pour que la société civile ivoirienne (et plus particulièrement le FOSCAO) soit associé à toutes les initiatives visant à renforcer la démocratie et l'état de droit.

Le Jeudi 27 Octobre 2011, une petite délégation composée de Messieurs Breyten Breytenbach (Directeur Exécutif) et Cheikh Oumar Sy (Chargé de communication) s'est rendue à la Commission Nationale des Droits de l'Homme et au bureau de la CEDEAO en Côte d'Ivoire pour échanger sur les perspectives de Gorée Institute en Côte d'Ivoire et faire un plaidoyer pour un partenariat gagnant-gagnant entre la CEDEAO et Gorée Institute. Le Vendredi 28 Octobre 2011, à la clôture du symposium, une séance de débriefing a été organisée entre le Directeur Exécutif de Gorée Institute et l'équipe de coordination. Les échanges ont permis de retenir ce qui suit :

- Gorée Institute peut aider à hiérarchiser les priorités et les urgences en Côte d'Ivoire. Notre rôle est un rôle d'enclencher et de déclencher ;
- Gorée Institute doit créer un prix Frédéric Van Zyl Slabbert pour la meilleure OSC ouest africaine de l'année qui sera décerné chaque année lors du symposium ;
- A partir de maintenant il faut mettre sur pied un Comité Scientifique du Symposium : ce comité décidera du pays dans lequel le symposium devra se dérouler, le partenaire local à choisir et le contenu des travaux, l'organisation de la société civile ouest africaine qui recevra

- le prix Frédérick Van Zyl Slabbert pour la meilleure OSC ouest africaine de l'année. Le symposium doit être une activité tournante qui sera organisée chaque année dans un pays différent ;
- Gorée Institute doit faire du projet de mise sur pied de la Charte Ouest Africaine de la société civile une priorité pour 2012 ;
 - Gorée Institute doit faire une délégation pour aller rendre visite à la CEDEAO à Abuja en 2012 ;
 - Gorée Institute doit initier un magazine de la société civile qui fera un état des lieux régulier de la société civile ;
 - Gorée Institute doit faciliter la mise sur pied d'un parlement ouest africain de la société civile (qui découlerait de la Charte) pour plaider pour les priorités et les questions à prendre en compte par la société civile ;
 - Gorée Institute doit faire venir quelqu'un mandaté par la société civile ivoirienne pour travailler avec Gorée Institute pendant une période. Cela va cimenter les liens entre la société civile ivoirienne et Gorée Institute.

A la fin de la séance de débriefing, le Directeur Exécutif a quitté la Côte d'Ivoire laissant derrière lui l'équipe de coordination qui devait poursuivre ses rencontres avec les parties prenantes ivoiriennes avant de regagner le siège, à Gorée, le vendredi 4 novembre 2011.

L'équipe de coordination a fait des rencontres en aval du symposium avec les parties prenantes suivantes : Convention de la société civile (CSCI), Commission Nationales des Droits de l'Homme, Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ONUCI (division électorale, division droits de l'homme, division état de droit) et le PNUD. L'équipe de coordination a enregistré une émission radio à ONUCI FM le lundi 31 octobre 2011.

Une séance de débriefing final a été tenue avec le FOSCAO CI le mardi 1er novembre 2011 pour faire le bilan du symposium et discuter sur la collaboration à venir entre Gorée Institute et le FOSCAO. Il a été suggéré ce qui suit :

- Une rencontre des leaders de la société civile ivoirienne devrait être organisée à Gorée Institute au plus tard le 31 janvier 2011. Cette rencontre permettrait de finaliser le plan d'action Gorée Institute-Société Civile ivoirienne et de lancer officiellement la première mouture de la Charte Ouest Africaine de la Société Civile.

Avant son départ d'Abidjan, l'équipe de coordination et FOSCAO CI ont rendu visite au Ministère de l'intégration et au Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques pour les remercier de leur soutien à la bonne organisation du symposium et leur réitérer la volonté de Gorée Institute d'entreprendre des activités en Côte d'Ivoire.

ANNEXE : liste des participants aux symposiums

Nom et Prénom	Organisation et/ou Pays	Stats
AIDARA Fateme	RAIDH/	1
AKAPO Yaovi	MAE TOGO	2
AMOAKOHENE Margaret Ivy	Ghana	3
ANDJEMBE Epse Sanou Marcelle	WANEP-CI/Côte d'Ivoire	4
BA Awa	OSIWA	5
BAHANDA Emelyne	PNUD Congo	6
BAKAYOKO Brahima	Friedrich Ebert Stiftung/Côte d'Ivoire	7
BAKO Jean Fructueux	Ministère de l'interaction africaine/Côte d'Ivoire	8
BAMBA JOSEPH	FOSCAO-CI/Côte Ivoire	9
BAMBA SYNDOU	RAIDH/Côte d'Ivoire	10
BAMPASSY Didier	CENA	11
BARICAKO Marie Louise	FAS	12
BEL Sophie	Ambassade de France	13
BEND Pauline	Institut PANOS, Afrique de l'Ouest	14
BOCK Augusto	INEP	15
BRAHIMA KOUADIO JEAN	CI-CPI/Côte d'Ivoire	16
BREYTENBACH Breyten	Conseil d'administration - Gorée Institute	17
BRINDOUME Kouakou Patrice	COSOPCI/Côte d'Ivoire	18
BROU KOFFI Simon Pierre	CSCI/Côte d'Ivoire	19
BROUX DABIE Gabriel	FOSCAO/Côte d'Ivoire	20
CAMARA DIHOUCAN Lydie	FOSCAO-CI/Côte d'Ivoire	21
CHARLES YAОВI Djrekpo	NDI/Côte d'Ivoire	22
CHEF MAHIKORE Daniel	OICG/Côte d'Ivoire	23
COULIBALY Emilienne	Association des Femmes Juristes de Côtes d'Ivoire	24
COULIBALY Nanourougo	Ministère de l'intégration africaine/Côte d'ivoire	25
COULIBALY Pédan Marthe	CEFCI/Côte d'Ivoire	26
COULIBALY TIOHOZON Ibrahima	WANEP-CI/Côte d'Ivoire	27
DAMIBA Luc	CERAG	28
DEME Ibrahima	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance	29
DIA Doudou	Directeur Exécutif Gorée Institute	30
DIALLO Alpha Abdoulaye	RAJ Guinée	31
DIOMANDE Tia Paul	EDH-CI/Côte d'Ivoire	32
DIOP Abdoul Aziz	Présidence de la République	33
DIOP Fatou	Femmes Africa Solidarité (FAS)	34
DOGBE Marie	SYCED TOGO	35

Nom et Prénom	Organisation et/ou Pays	Stats
Dr KAN Oleh	NDI/Côte d'Ivoire	36
DR KODJO Marie-Paule	COFEMCI-REPC/Côte d'Ivoire	37
Dr N'GOUAN Patrick	CSCI/Côte d'Ivoire	38
Dr. CONDE Kadeba	Ambassade de la République de Guinée	39
ETTER Morris	Ambassade de Suisse	40
ETTIEN Marcel	ONG CLUCOD/Côte d'Ivoire	41
FALL VENN Coumba	FAS	42
DIABATE Fatimata	AFJCI/Côte d'Ivoire	43
FAYE Bakary Malouine	Forum Civil	44
FORTES Georges	Cap-Vert	45
GENERAL COSTA EMILIO	Mission CEDEAO ABJ/Côte d'Ivoire	46
GNENEMA SEKONGO Mamadou	MIDH/Côte d'Ivoire	47
GNONZION Celestin	Cote d'Ivoire	48
GOLO TAHOU Armel	CLUCOD/Côte d'Ivoire	49
GUEYE Babacar	CERAG et du RESOCIT	50
GUEYE Fatoumata	Fondation Konrad Adenauer	51
GUILLAUME Gbato	SYNAPPCI/Côte d'Ivoire	52
GUMAH Awudu Ahmed	CEDEAO	53
HANE Libasse	Institut PANOS, Afrique de l'Ouest	54
HOUEDJISSIN Benoit Joseph	Ministère de la Justice – Bénin	55
HOUNKPE Mathias	Bénin	56
JACOB Margarete	Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne	57
JAGNE Siga Fatima	International Development Support Services - Gambie	58
JALLOW Siga	International Development Support Services - Gambie	59
JOBARTEH Madi	Gambie	60
KAMAGATE MORI	WANEP-CI/Côte d'Ivoire	61
KAMPO Modibo	FECONG	62
KANE THIAM Rouguiyatou	CERAG	63
KANGOYE ISMAÏLA	RASALAO –CI/Côte d'Ivoire	64
KARGBO Abubakarr	Sierra Leone	65
Kessler Sarah	Ambassade de Belgique	66
KONE N'DADIEMA Anne-Marie	CEFCI/Côte d'Ivoire	67
KONE TAPEA Pprisca	FOSCAO-CI/Côte d'Ivoire	68
KOUAKOU Didier	RAJEC/Côte d'Ivoire	69
LASME JUDITH Stephanie	AFJCI/Côte d'Ivoire	70

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES SYMPOSIUMS DU GORÉE INSTITUTE

Nom et Prénom	Organisation et/ou Pays	Stats
LATERRADE Jeanne	Ambassade de France	71
LOROU H.M. Richard	Ambassade de Côte d'Ivoire	72
LUNTUMBUE Michel	GRIP	73
LY Mariama	Apanews	74
M. ADJOUMANY Kouadio	COSOPSCI/Côte d'Ivoire	75
MASSAQUOI Edwin	Campaign for Good Gouvernance	76
MAYR Léonie	Fondation Konrad Adenauer	77
MBODJI Abdoul Aziz	CERAG	78
MEMIER Marc	HCDH	79
MODERAN Ornella	Togo	80
N'GUESSAN Attoumbre	CIDDH/Côte d'Ivoire	81
KONE TRAORE Nathalie	FOSCAO-CI/Côte d'Ivoire	82
NDIAYE Abdoul Aziz	Coordonateur du Symposium - Gorée Institute	83
NDIAYE Valdiodio	COSCE	84
NDIAYE Woré	FAS	85
NIANG Ibrahima Amadou	International IDEA	86
NIASS Sadikh	RADDHO	87
NOBA LOUISE	CEFCI/Côte d'Ivoire	88
NOUROUMBY Marie Ange	Assistante programme CPPC - Gorée Institute	89
ODREKOU STEPHANE	Amnesty International/Côte d'Ivoire	90
ONYISHI Ernest	Nigeria	91
OSCAR GAGUY	CSCI/Côte d'Ivoire	92
PAJIBO Ezekiel Barclay	Libéria	93
PIERAR Cédric	Union Européenne	94
ROGER TITIRO	PLAYDOO.CI/Côte d'Ivoire	95
S. E. M. l'Ambassadeur Moulaye Ali Kalil ASCOSARE	Ambassade du Mali	96
S.E.M. l'Ambassadeur A.M. SHILUBANE	Ambassade de la République d'Afrique du Sud	97
S.E.M. l'Ambassadeur BA Seydou Nourou	Conseil d'administration - Gorée Institute	98
SADIO Adama	Sénégal	99
SAIDOU Maman Nassirou	Niger	100
SALL Alioune	African Futures Institute Pretoria	101
SALL Amadou Ciré	Resocit	102
SALL Ciré	RESOCIT Sénégal	103
SAMBU Etchen	Guinée Bissau	104
SANÉ Binetou	Association des Juristes Sénégalaises AJS	105
SANGARE Sékou	INAFECON	106

Nom et Prénom	Organisation et/ou Pays	Stats
SANGO Abdoul Karim	Burkina	107
SECK Mamadou	Coordonateur de Programme DEPP - Gorée Institute	108
SEM Ndour Khaly Adama	Ministère des Affaires étrangères	109
SEMIEN ERIC-AIME	APDH/Côte d'Ivoire	110
SENGHOR Augustin	Mairie de Gorée	111
SIDI M DIAWARA	IFES/MALI/Côte d'Ivoire/Mali	112
SILLAH Kalie	Coordonateur de Programme CPPC - Gorée INSTITUTE	113
SISSOKO-DIALLO Genevieve	REPSFECO/Côte d'Ivoire	114
SOUARE Aboubacar	Guinée	115
SOW Thierno Maadjou	OGDH	116
STEPHANE GOUE	CIPJ/Côte d'ivoire	117
SYLLA Djénabou	COFFIG Guinée	118
SZCZEPANSKA Aleksandra	Délégation de l'Union Européenne	119
TALL LANCINA	CLUCOD/Côte d'Ivoire	120
TANDINA Modibo Almodjine	Mali	121
TANH GUILLAUME	Ministère des droits de L'homme et des libertés publiques/Côte d'Ivoire	122
TCHACONDOH Ourobossi	SYCED Togo	123
TENDENG Odile	Coordonatrice du Programme ALLIANCE - Gorée Institute	124
TENDENG Oscar	RTS	125
THIAM Souleymane	Rapporteur	126
TOKPA Alaric	Fondation for Human Rights and Democracy	127
TOURE Moussa	SOS EXCLUSION/Côte d'ivoire	128
TRAORE ALI	Ministère DE l'intégration africaine/Côte d'Ivoire	129
TRAORÉ Mory	CERAG	130
TRAORE Salimata	AFJCI/Côte d'ivoire	131
TRAORE Wodjo Fini	COSOPCI/Côte d'Ivoire	132
VAHARD Patrice	UNOWA	133
YOLI-BI KONÉ Marguerite	WANEP Côte d'Ivoire	134
ZADI Massa Alice	MARWOPNET/Côte d'Ivoire	135
ZARE Ganda Moise	Ambassade du Burkina Faso	136

IX. Bibliographie

Explorez la ville, Ulf Hannerz, Paris, Editions de minuit, 1980, 424 pages.

Lexique de science politique 2^e édition, Olivier Nay, Edition Dalloz, 2011, Paris, 600 pages.

« Pillars of Peace : understanding the key attitudes and institutions that underpin peaceful societies », 2013, Institute for ECONOMICS & PEACE (IEP).

Les Actes du Symposium 2013, Gorée Institute, Dakar, 2015, 388 pages

Dictionnaire de sociologie politique, LJDG, Paris, 2012, 450 pages

Système de conflits en Enjeux sécuritaires, Gorée Institute, Dakar, 2013, 233 pages

Stabilité institutionnelle et Sécurité humaine, Gorée Institute, 2012, Dakar, 362 pages



3^{ème} Symposium Régional Annuel (Gorée, 2012)

Thème : « Défis de la Sécurité et de la Gouvernance en Afrique de l'Ouest »



2^{ème} symposium abidjan

Thème : « Sécurité humaine, Démocratie et Stabilité dans l'espace CEDEAO »



2^{ème} Symposium Régional Annuel (Abidjan, 2011)
Exposition des ouvrages et réalisations des organisations de la société civile



4^{ème} Symposium Régional Annuel (Gorée, 2013)
hème : « *Stabilité démocratique : Une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest* »

De gauche à droite : M. Doudou DIA, Directeur Exécutif de l'Institut Gorée; M. Breyten Breytenbach, Membre du conseil d'administration de l'Institut Gorée; M. Diop, Interprète; M. Madior Fall, Ministre Conseiller en charge des affaires juridiques auprès de son Excellence Macky Sall; M. Abdou Aziz Diop, Conseiller spécial du président de la République S.E.M. Macky Sall; S.E.M. Seydou Nourou Ba, Membre du Conseil d'administration du Gorée Institute; M. Gumah, représentant de la CEDEAO; S.E.M. l'Ambassadeur Moulaye Ali Kalil ASCOSARE, Ambassadeur du Mali au Sénégal ; M. Cissokho, chargé de la Communication de l'ambassade du Mali au Sénégal.

L'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, dans sa volonté de faire triompher sa vision d'une Afrique autosuffisante, prospère, juste et paisible, a initié un Symposium annuel dont plusieurs thématiques, participant justement à la concrétisation de sa vision, y sont évoquées : Démocratie, Genre, Droits humains, Paix, Sécurité, Développement, etc. En faisant se rencontrer un aréopage d'acteurs étatiques, non étatiques, partenaires techniques et financiers, société civile, etc. le but recherché est d'opérer un réseautage pour arriver toujours à réaliser cette vision d'une Afrique autosuffisante, prospère, juste et équitable. Quatre (04) symposiums qui ont été organisés, depuis 2010. Ce petit ouvrage vient s'inscrire dans cette approche permanente de l'Institut Gorée, d'évaluer et de capitaliser. Il s'agit donc dans cet ouvrage de faire un état des lieux, de démontrer la pertinence du Symposium annuel initié par l'Institut Gorée, de faire un inventaire de toutes les recommandations qui y sont issues depuis 2010, de dresser la liste des institutions y ayant pris part et enfin de dégager des perspectives permettant d'amorcer un nouveau tournant relativement aux thématiques à convoquer désormais, aux participants à associer bref aux grandes orientations relativement aux futurs symposiums.



Gorée Institute
Rue du Jardin
B.P. 05 – Ile de Gorée
Sénégal



9 791092 136036